

Ton assurance auto

Le guide pour tout comprendre



Tes conditions générales



LE GUIDE POUR TOUT COMPRENDRE

Ce guide te fournit toutes les informations utiles sur ton assurance 123go. Il n'a cependant pas de valeur juridique, seules les conditions générales et particulières de ton contrat font foi.

Qui est assuré ?

- Toutes les tierces personnes (conducteur d'un autre véhicule, piéton, cycliste, etc.) à qui tu causerais des blessures ou des dommages matériels lors d'un accident avec ta voiture
- Tous les passagers de ta voiture
- Si tu choisis l'option **protection du conducteur**, tu es également couvert en cas de blessures ou de décès, ainsi que toute personne à qui tu prêteras ta voiture
- Ton/ta Bob : si tu n'es plus en capacité de conduire et que tu demandes à quelqu'un de te ramener chez toi avec ta voiture, il sera également assuré. Tu seras également couvert si c'est toi qui intervient en tant que Bob et prend le volant de la voiture de quelqu'un d'autre pour le ramener chez lui.



Et ta voiture ?

Si tu choisis l'option **protection du véhicule**, ta voiture sera assurée dans les cas suivants :



- Incendie et forces de la nature : si ta voiture prend feu à cause d'un court-circuit ou subit des dégâts lors d'une tempête par exemple
- Bris de glace : si tu as un éclat dans ton pare-brise ou si tu casses un phare
- Collision avec un animal
- Vol et tentative de vol

POUR PLUS DE TRANQUILITE



Si tu as un bris de vitre, fais réparer ta voiture chez l'un de nos réparateurs partenaires... nous lui payerons directement la facture !

L'option protection du véhicule est proposée uniquement :

- Si ta voiture a moins de 10 ans depuis sa première immatriculation
- Si ta voiture était déjà assurée à ton nom, avec une assurance omnium ou mini omnium

Quelles sont les garanties possibles ?

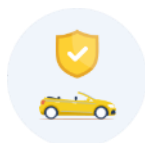
| | PACK ESSENTIEL | OPTIONS |
|--|----------------|---------|
| Dommages causés à autrui (responsabilité civile) | V | |
| Assistance | V | |
| Garantie Bob | V | |
| Protection du conducteur | X | V |
| Protection du véhicule : <ul style="list-style-type: none">- Incendie et forces de la nature- Vol- Bris de glaces- Collision avec un animal | X | V |
| Protection juridique | X | V |



Pack essentiel :

Ce pack comprend les garanties et services suivants :

- **Responsabilité civile** : obligatoire pour pouvoir rouler en voiture, cette garantie intervient si tu causes des dommages corporels ou matériels à une autre personne lors d'un accident
- **Garantie BOB** : si tu fais appel à un BOB pour te raccompagner avec ta voiture et qu'il cause un accident en tort, nous couvrons une partie des dégâts à ta voiture et les blessures éventuelles de ton BOB. Si c'est toi qui intervient en tant que BOB au volant de la voiture de quelqu'un d'autre, nous couvrons aussi les dégâts à cette voiture si tu as un accident.
- **Assistance de 1^{ère} urgence** : en cas d'accident en Belgique ou dans un rayon de 30 km au-delà des frontières, nous dépannons ta voiture et ramenons ses occupants à leur domicile.



Protection du véhicule (mini-omnium)

Protège ta voiture en cas d'**incendie**, de dégâts causés par les **forces de la nature**, de **vol** et de **tentative de vol**, de **bris de vitre**, de **collision avec un animal**.

Elle n'intervient pas si tu causes toi-même des dégâts à ta voiture.

En cas de sinistre, ta voiture sera indemnisée selon sa **valeur réelle** au moment du sinistre.



Protection du conducteur

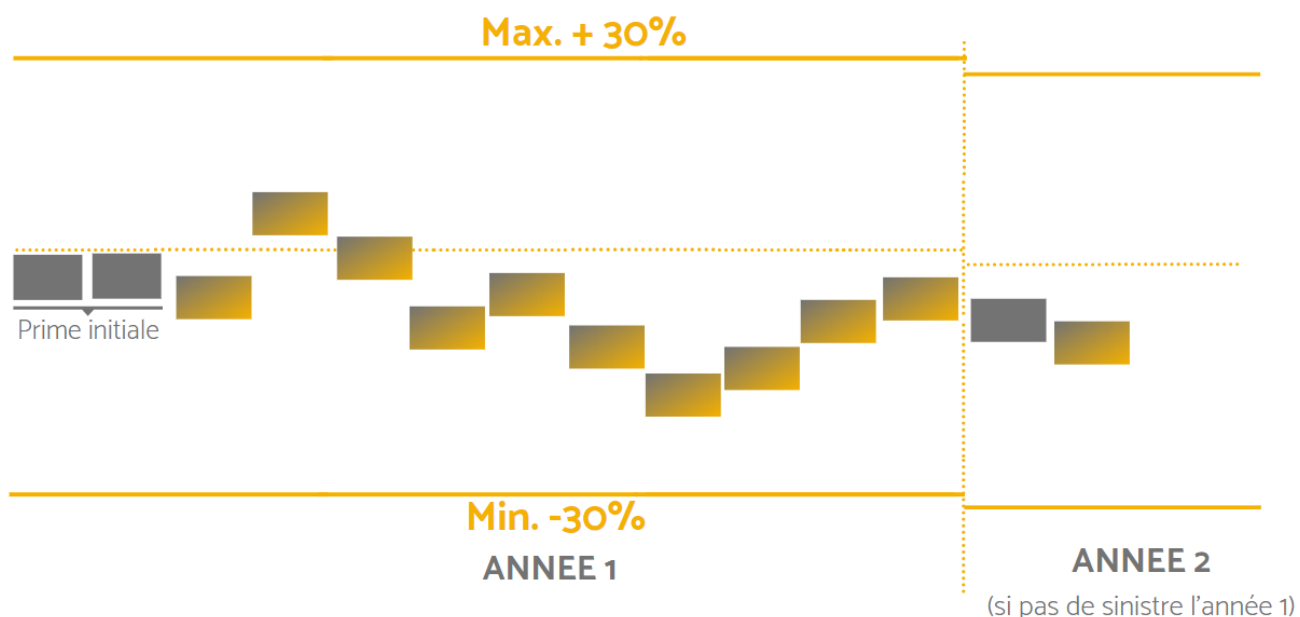
Cette garantie te protège si tu es blessé au volant de ta voiture, même en cas d'accident en tort. Elle couvre les blessures et le décès jusqu'à **1 000 000 €**



Protection juridique

Cette garantie intervient en cas de conflit juridique lié à ta voiture et couvre tes frais de défense juridique. Par exemple lors d'un accident s'il n'est pas possible de déterminer qui est responsable.

Comment ta prime d'assurance évolue-t-elle ?



| | | |
|--|---|--|
| <p>Ta première prime : elle est définie à la souscription de ton contrat, en fonction de : ton âge, ton expérience de conduite, ta voiture.</p> <p>Elle est fixée pour les 2 premiers mois.</p> | <p>Chaque mois : ta prime va évoluer en fonction de ton score 123go.</p> <p>★★★ Tu profites donc d'un effet immédiat de ta bonne conduite sur ta prime !</p> <p>Ta prime évoluera entre 2 limites de +30% ou -30% par rapport à ta prime initiale</p> | <p>Chaque année : ta prime et les limites d'évolution seront adaptées en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none">- de ton expérience de conduite : elle fait diminuer ta prime et les limites- des sinistres éventuels que tu as eus : ils font augmenter ta prime et les limites |
|--|---|--|

Qu'est-ce que le score 123go ? Comment est-il calculé ?

Le **score 123go** est l'un des principaux avantages du concept 123go, il te permet de profiter d'une **prime d'assurance avantageuse**, liée à tes habitudes de conduite. Ton contrat d'assurance est lié à l'utilisation de l'application 123go. L'application suit ta conduite à chaque trajet et établit ton score de conduite.

Chaque trajet que tu fais est évalué selon différents critères :

- de ton **comportement au volant** : accélérations, freinages, virages, utilisation du smartphone au volant
- du **nombre de kilomètres** que tu parcoures
- du **contexte** : conduite de nuit ou de jour, en ville ou sur autoroute, pas temps de neige, de pluie, etc.

Ces différents critères permettent d'établir un score pour chaque trajet. A la fin du mois, ton score global te donne droit à une réduction (ou une majoration) sur ta prime du mois suivant.



Avec 123go tu as le pouvoir sur ta prime d'assurance !

Au mieux tu conduis, au moins tu payes !

Pourquoi utiliser l'app 123go à chaque trajet ?



Tu peux constamment t'améliorer : plus tu utilises l'application 123go, plus tu pourrais influencer positivement ton score en fonction de ta façon de conduire. En effet, si tu utilises l'application régulièrement, tu vas pouvoir te rendre compte des comportements qui ont un effet positif ou négatif sur ton score.

C'est plus rassurant en cas de sinistre : si tu as un accident et que l'app 123go était en train d'enregistrer ton trajet, tu n'auras aucune franchise

à ta charge !

Tu maintiens le prix le plus avantageux pour toi : comme ton contrat est lié à l'utilisation de l'application 123go, si tu n'utilises pas l'application pendant 2 mois, ta prime va augmenter.

Quelles sont les prestations d'assistance prévues ?



Dépannage et remorquage en Belgique et 30 km au-delà des frontières

- Gardiennage du véhicule accidenté durant 10 jours
- Véhicule de remplacement auprès de nos garagistes partenaires en cas d'accident, et de vol si tu as souscrit l'option protection du véhicule

EN CAS D'ACCIDENT, NOTRE SERVICE D'ASSISTANCE EST LA POUR T'AIDER 7J/7 – 24H/24

Un simple appel au **+32 2 533 78 43** et nos conseillers pourront te rassurer et te guider. Tu peux aussi faire appel à l'assistance directement depuis ton application 123go

Comment est calculée la valeur de ta voiture en cas d'accident ?

Si tu as souscrit l'option protection du véhicule ta voiture est assurée selon sa valeur d'achat.

En cas d'accident :

- Si ta voiture est réparable : nous payons le coût des réparations.
- Si ta voiture n'est pas réparable : nous faisons évaluer ta voiture par un expert. Le montant fixé par l'expert te sera versé

Attention : le contrat 123go ne prévoit pas de garantie dégâts matériels. Cela signifie que si tu causes toi-même des dégâts à ta voiture, ils resteront à ta charge.

Les éléments essentiels de ton contrat

- Tes conditions générales : elles détaillent toutes les garanties, leurs limitations et le fonctionnement de ton contrat
- Tes conditions particulières : elles décrivent ton véhicule et les options que tu as choisies.
- L'application 123go : elle te permet de suivre ta conduite et de bénéficier du meilleur tarif



SOMMAIRE

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | LE POINT DE DÉPART | 7 |
| 1.1 | Qui participe au contrat ? | 7 |
| 1.2 | De quoi se compose votre <i>contrat</i> ? | 7 |
| 1.3 | Quel est le contenu de votre <i>contrat</i> ? | 7 |
| 2 | LES GARANTIES RELATIVES À L'ASSURANCE DU VEHICULE | 8 |
| 2.1 | Garantie obligatoire : RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE | 8 |
| 2.2 | Garantie obligatoire : ASSISTANCE | 9 |
| 2.3 | Garantie obligatoire : BOB | 11 |
| 2.4 | Garantie optionnelle : VOL | 11 |
| 2.5 | Garantie optionnelle : INCENDIE ET RISQUES CONNEXES | 12 |
| 2.6 | Garantie optionnelle : BRIS DE VITRES | 12 |
| 2.7 | Garantie optionnelle : FORCES DE LA NATURE | 13 |
| 2.8 | Garantie optionnelle : COLLISION AVEC UN ANIMAL | 13 |
| 3 | LA GARANTIE RELATIVE À L'ASSURANCE DES PERSONNES | 14 |
| 3.1 | Garantie optionnelle : PROTECTION DU CONDUCTEUR | 14 |
| 4 | LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE | 15 |
| 4.1 | Garantie optionnelle : PROTECTION JURIDIQUE | 15 |
| 5 | LES EXCLUSIONS ET LE RÈGLEMENT DE SINISTRE | 16 |
| 5.1 | Les exclusions applicables au <i>contrat</i> | 16 |
| 5.2 | Règles communes d'indemnisation | 19 |
| 5.3 | Règles spécifiques - Assurance du véhicule | 20 |
| 5.4 | Règles spécifiques - Assurance des personnes | 23 |
| 5.5 | Règles spécifiques –PROTECTION JURIDIQUE | 24 |
| 6 | LA VIE DU CONTRAT | 27 |
| 6.1 | Utilisation de l' <i>application</i> | 27 |
| 6.2 | Où êtes-vous assuré ? | 28 |
| 6.3 | Les primes d'assurance | 28 |
| 6.4 | Que se passe-t-il avec une <i>franchise</i> ? | 29 |
| 6.5 | Les déclarations du <i>preneur d'assurance</i> | 29 |
| 6.6 | Quel est le début et la durée du <i>contrat</i> ? | 31 |
| 6.7 | Quand et comment résilier le <i>contrat</i> ? | 31 |
| 6.8 | Que se passe-t-il en cas de transfert de propriété ou de disparition du <i>véhicule assuré</i> ? | 33 |
| 6.9 | Que se passe-t-il en cas de faillite du <i>preneur d'assurance</i> ? | 34 |
| 6.10 | Que se passe-t-il en cas de décès du <i>preneur d'assurance</i> ? | 35 |
| 6.11 | Les garanties du <i>contrat</i> peuvent-elles être suspendues ? | 35 |
| 6.12 | Est-il possible d'avoir plusieurs <i>preneurs d'assurance</i> ? | 35 |
| 6.13 | Quelles sont les règles de communication et de notification ? | 35 |
| 6.14 | Que faire en cas de réclamation ou de contestation ? | 36 |
| 6.15 | Que se passe-t-il en cas de modification des tarifs ou des conditions ? | 36 |
| 6.16 | Protection des données à caractère personnel – secret professionnel – sous-traitance | 37 |
| 7 | LEXIQUE | 39 |



1 LE POINT DE DÉPART

1.1 Qui participe au contrat ?

« Vous » en tant que *preneur d'assurance*.

« L'assureur », c'est-à-dire les différents assureurs des garanties présentes dans le *contrat*.

1.2 De quoi se compose votre *contrat* ?

Votre contrat d'assurance 123go se compose des éléments suivants :

- Les **Conditions Générales** qui présentent les éléments généraux du *contrat*, en ce compris le descriptif des garanties proposées par 123go ;
- Les **Conditions Particulières** qui personnalisent votre *contrat* en désignant un certain nombre d'éléments comme le *preneur d'assurance*, le *véhicule assuré*, les conducteurs, les garanties et les *franchises* applicables, vos déclarations à la souscription, ... ;
- Le *certificat d'assurance*.

1.3 Quel est le contenu de votre *contrat* ?

Votre contrat se compose obligatoirement du pack essentiel, ainsi que d'une ou plusieurs options qui se retrouvent dans vos Conditions Particulières.

| | Pack essentiel | Options |
|---|----------------|---------|
| Responsabilité civile | ✓ | |
| Assistance | ✓ | |
| Garantie Bob | ✓ | |
| Protection du conducteur | | ✓ |
| Protection du véhicule <ul style="list-style-type: none">- Incendie- Forces de la nature- Vol- Bris de vitres- Collision avec un animal | | ✓ |
| Protection juridique | | ✓ |

Vérifiez vos Conditions Particulières : si une garantie optionnelle n'est pas dans inscrite dans les Conditions Particulières, elle n'est pas acquise.



2 LES GARANTIES RELATIVES À L'ASSURANCE DU VEHICULE

Attention : les garanties définies ci-après sont valables uniquement lorsqu'elles sont **mentionnées aux Conditions Particulières**. Elles sont toujours acquises sous réserve d'exclusions, de limites de garanties, de *franchises* et de recours.

2.1 Garantie obligatoire : RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

2.1.1 Ce que couvre la garantie RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

Foyer Assurances garantit :

2.1.1.1 Principe général de responsabilité civile

- La responsabilité civile de l'assuré du chef de dommages causés par le *véhicule assuré* à des biens et à des personnes, y compris les personnes transportées, d'après les législations, principes et conventions internationales applicables en Belgique ou dans un pays *étranger* en matière de responsabilité civile automobile.

Foyer Assurances accorde sa garantie suivant les dispositions du *contrat* sauf en cas de couvertures plus étendues émanant d'une législation étrangère.

L'assuré autorise le *Bureau Belge*, ainsi que le bureau ou organisme similaire du pays *étranger*, à recevoir les notifications, à instruire et à régler pour son compte toute demande de dommages-intérêts qui met en cause sa responsabilité à l'égard des *tiers* et ce conformément à la loi sur l'assurance de responsabilité civile automobile obligatoire de ce pays *étranger*.

Indemnisation des usagers faibles et des victimes innocentes

Foyer Assurances indemnise tous les dommages conformément aux articles 29bis et 29ter de la loi du 21 novembre 1989. Cette obligation d'indemnisation est applicable pour le *véhicule assuré* dès que le droit belge est d'application, à l'exclusion des *accidents* survenus dans un pays qui n'est pas mentionné sur le *certificat d'assurance*. L'obligation d'indemnisation est applicable pour les *accidents* survenus sur la voie publique ou sur les terrains ouverts au public ou à un certain nombre de personnes ayant le droit de les fréquenter.

2.1.1.2 En cas de remorquage :

- La responsabilité civile de l'assuré du chef de dommages causés par le *véhicule assuré* à des biens et à des personnes, lorsque le *véhicule assuré* remorque, à titre exceptionnel et occasionnel, un autre véhicule automoteur dans le cadre d'un dépannage, que les dommages soient causés à un *tiers* et/ou au véhicule remorqué. La garantie est également étendue à la responsabilité de celui qui a, en pareil cas, fourni la chaîne, le filin, la corde, la barre fixe ou tous accessoires utilisés pour le remorquage.

2.1.1.3 En cas d'utilisation d'un *véhicule de remplacement temporaire* :

- La responsabilité civile de l'assuré du chef de dommages causés par le *véhicule assuré* à des biens et à des personnes lors de l'utilisation d'un *véhicule de remplacement temporaire*.

2.1.2 RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE - Limites de garanties et *franchises*

S'il y a plusieurs *personnes lésées* et si le total des indemnités dues excède la limite de garantie, les droits des *personnes lésées* contre Foyer Assurances sont réduits proportionnellement jusqu'à concurrence de cette limite.

Toutefois, si Foyer Assurances a versé de bonne foi à une *personne lésée* une somme supérieure à la part lui revenant parce que la compagnie ignorait l'existence d'autres prétentions, elle ne demeure tenue envers les autres *personnes lésées* que jusqu'à concurrence du restant de la limite de garantie.

| | GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|----------|---|--|---|
| PRINCIPE | RESPONSABILITÉ CIVILE | Illimitée pour les <i>dommages corporels</i> 111.164.810 EUR pour les <i>dommages matériels</i> (sauf application d'une législation étrangère) | Sans <i>franchise</i> (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |
| | <i>Caution à l'étranger</i> | 62.000 EUR | |



2.2 Garantie obligatoire : ASSISTANCE

Attention : la garantie assistance ne s'applique qu'en cas de **sinistre couvert** en vertu de la **garantie responsabilité civile** ou de la **garantie vol**.

Toute demande d'assistance doit être formulée immédiatement après un **accident immobilisant** ou un vol (ou, à défaut, aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire) au numéro : **+32 2 533 78 43** ou par email : help@europ-assistance.be. Les services sont accessibles 24h/24.

2.2.1 Ce que couvre la garantie ASSISTANCE

Foyer Assurances garantit :

2.2.1.1 Prestations relatives à l'assistance au **véhicule assuré** en Belgique et à moins de 30 kms de ses frontières :

- Les prestations énumérées ci-après **à la suite d'un accident immobilisant le véhicule assuré** :

a. Dépannage / remorquage

Foyer Assurances organise et prend en charge l'envoi d'un dépanneur sur le lieu de l'**accident immobilisant**, et si nécessaire le remorquage du **véhicule assuré** jusqu'au **garage** choisi par l'**assuré** en Belgique ou au **garage agréé**. **Ne sont pas compris les frais de réparation et les pièces fournies.**

b. Si le remorquage n'est pas effectué par Foyer Assurances

Foyer Assurances ne prend pas en charge le remorquage lorsqu'il n'a pas été fait appel à ses services, sauf si l'**assuré** a été dans l'impossibilité d'appeler à la suite d'un transport par ambulance ou si le remorquage a été organisé par les forces de l'ordre, moyennant justificatifs originaux.

c. Zone F.A.S.T

Foyer Assurances prend en charge les frais de dépannage et de remorquage, ainsi que les frais de signalisation.

d. Réparation de plus de deux heures

Si les réparations du **véhicule assuré** durent plus de deux heures, Foyer Assurances se charge de reconduire à ses frais les passagers du **véhicule assuré** au **domicile** de l'**assuré**.

e. Frais de gardiennage du véhicule assuré

Lorsque Foyer Assurances transporte ou rapatrie le **véhicule assuré**, elle prend en charge les frais de son gardiennage à partir du jour de la demande de transport jusqu'au jour de son enlèvement par son transporteur avec un maximum de dix (10) jours.

2.2.1.2 Prestations relatives à l'assistance aux personnes occupant le **véhicule assuré** à l'étranger

- Les prestations énumérées ci-après **à la suite d'un accident immobilisant le véhicule assuré** :

a. Transport-rapatriement des bagages et des animaux de compagnie

Lorsque Foyer Assurances organise le transport ou rapatriement des occupants du **véhicule assuré**, elle organise et prend en charge le transport des animaux de compagnie (chien et chat exclusivement) de l'**assuré**, ainsi que les frais de transport des **bagages** expédiés par l'**assuré** sous la garantie d'une lettre de transport délivrée par un transitaire professionnel.

Si l'**assuré** abandonne les **bagages** dans le **véhicule assuré** que Foyer Assurances devra rapatrier, le transport de ces **bagages** se fera à ses propres risques et périls.

b. Transmission de messages urgents

Foyer Assurances prend en charge la transmission et ses frais les messages urgents de l'**assuré**. Le contenu du message n'engage que la responsabilité de son expéditeur.



2.2.1.3 Véhicule de remplacement

- Les prestations énumérées ci-après à la suite d'un **accident immobilisant** ou d'un **vol** :
 - a. Véhicule de remplacement suite à un *accident immobilisant* en Belgique :

L'assuré peut bénéficier d'un véhicule de remplacement, le temps des réparations du *véhicule assuré*, s'il choisit un des *garages* agréés du réseau de *Foyer Assurances* en Belgique, pour la durée des réparations pour autant qu'elles durent plus d'une (1) journée.
 - b. Véhicule de remplacement suite à un vol en Belgique et à moins de 30 kms de ses frontières

Foyer Assurances met à disposition de l'assuré en cas de vol du *véhicule assuré* un véhicule de remplacement (de maximum catégorie B) pour une durée de quatre jours à partir de la déclaration de vol auprès des autorités compétentes.

2.2.1.4 Frais du premier appel

Le remboursement des frais du premier appel de l'étranger et les autres frais d'appels, dès lors que la garantie ASSISTANCE est acquise.

2.2.2 ASSISTANCE - Limite de garanties et franchises

| GARANTIE ASSISTANCE | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|---|--|-------------------------------------|
| Dépannage / remorquage | Frais exposés | Sans franchise |
| Dépannage / remorquage non organisé et presté par <i>Foyer Assurances</i> | 500 EUR | Sans franchise |
| Messages urgents | Frais exposés | Sans franchise |

Foyer Assurances n'est pas responsable des retards, manquements ou empêchements pouvant survenir dans l'exécution des prestations lorsqu'ils ne lui sont pas imputables ou lorsqu'ils sont la conséquence de cas de force majeure.

2.2.3 ASSISTANCE – obligations du preneur d'assurance et/ou l'assuré

2.2.3.1 Lors de l'appel pour les prestations d'assistance

Le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* est tenu de préciser :

- le numéro de son contrat ;
- son nom et son adresse en Belgique ;
- un numéro de téléphone pour le joindre ;
- les circonstances du *sinistre* et tous renseignements utiles pour lui venir en aide ;
- la marque et le numéro d'immatriculation du *véhicule assuré*.

2.2.3.2 De manière générale

Le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* est tenu de :

- appeler *Foyer Assurances* ou à la faire prévenir dans les plus brefs délais, sauf cas de force majeure,
- de se conformer aux solutions préconisées ;
- respecter les obligations spécifiques aux prestations demandées ;
- répondre exactement aux questions en rapport avec la survenance des événements assurés et à transmettre toutes informations et/ou documents utiles ;
- informer de manière détaillée quant aux éventuelles autres assurances ayant le même objet et portant sur les mêmes risques que ceux couverts par la présente garantie ;
- fournir les justificatifs originaux des débours garantis ;
- remettre le récépissé de sa déclaration de vol aux autorités lorsque le vol génère une assistance garantie ;
- céder ses titres de transport non utilisés lors de la prise en charge de son rapatriement.
- laisser le soin d'organiser les secours garantis et de choisir les moyens à mettre en œuvre pour l'aider.

2.2.3.3 Sanction en cas de non-respect d'une obligation

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée à cet article 2.2.3, *Foyer Assurances* est en droit de refuser toute prestation et/ou indemnisation.



2.3 Garantie obligatoire : BOB

2.3.1 Ce que couvre la garantie BOB :

Foyer Assurances garantit :

- la responsabilité civile personnelle d'un assuré lorsque celle-ci est engagée du fait d'avoir causé des dommages au véhicule qu'il conduit et qui appartient à un tiers, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :
 - le véhicule endommagé conduit relève de l'une des catégories suivantes : voiture de tourisme, camionnette (MMA < 3.5T), **et**,
 - le véhicule endommagé n'est pas assuré en dégâts matériels, **et**,
 - le preneur d'assurance, son/sa partenaire cohabitant(e) ou une autre personne désignée dans les conditions particulières prend de manière bénévole et à titre de service d'ami le volant du véhicule du tiers suite à la demande du propriétaire, du détenteur ou du conducteur autorisé de ce véhicule, ce dernier étant physiquement inapte à conduire parce qu'il/elle se trouve dans un état d'intoxication suite à la consommation d'alcool ou de produits à effets psychotropes, **et**,
 - le sinistre survient pendant le transport des personnes susvisées et des personnes les accompagnant, lors d'une sortie à des fins récréatives (au moins une de ces personnes se trouve dans le véhicule du tiers lors de l'accident), **et**,
 - l'assuré est titulaire d'un permis de conduire valable pour conduire le véhicule du tiers dans les circonstances données, il n'a pas été déclaré déchu du droit de conduire et il ne se trouve pas dans un état d'intoxication suite à la consommation d'alcool ou de produits à effets psychotropes qui le rend physiquement inapte à conduire un véhicule automoteur.
- Les dommages matériels causés par un tiers au véhicule assuré en responsabilité civile ainsi que les dommages corporels au conducteur responsable (pour autant que ce dernier ne bénéficie pas d'une garantie « conducteur protégé » ou d'une garantie similaire, sous réserve que les conditions cumulatives suivantes soient réunies :
 - le tiers remplace, de manière bénévole et à titre de service d'ami, l'assuré au volant du véhicule assuré, l'assuré étant physiquement inapte à conduire un véhicule automobile suite à la consommation d'alcool ou de produits à effets psychotropes, **et**,
 - le sinistre survient lors du transport de l'assuré lors d'une sortie à des fins récréatives, **et**,
 - le tiers est titulaire d'un permis de conduire valable pour conduire le véhicule assuré dans les circonstances données, **et**, il n'a pas été déclaré déchu du droit de conduire et il ne se trouve pas dans un état d'intoxication suite à la consommation d'alcool ou de produits psychotropes qui le rend physiquement inapte à conduire un véhicule automoteur, **et**,
 - le véhicule assuré n'est pas assuré en dégâts matériels.

Foyer Assurances abandonne son droit de recours contre le tiers pour autant que celui-ci ne puisse faire appel à une assurance responsabilité couvrant ces dégâts.

2.3.2 BOB : limite de garanties et franchises

| GARANTIE BOB | LIMITE DE GARANTIE (par sinistre) | FRANCHISE (par sinistre) |
|--|--------------------------------------|-----------------------------|
| Dommages matériels en valeur réelle | 25.000 EUR | 500 EUR |
| Dommages corporels au conducteur responsable | 100.000 EUR | Sans franchise |

2.4 Garantie optionnelle : VOL

2.4.1 Ce que couvre la garantie VOL

Foyer Assurances garantit :

- Les dommages matériels accidentels consécutifs à la disparition totale ou à la détérioration du véhicule assuré, lorsqu'ils résultent d'un vol, d'une tentative de vol, d'un vol accompagné de violences et/ou de menaces sur le détenteur autorisé du véhicule assuré (exemples : home-jacking et car-jacking).



- Le remplacement du système de verrouillage du *véhicule assuré* en cas de vol et/ou de perte de ses clés, ainsi que les frais de reprogrammation des clés.

2.4.2 Vol - Limites de garanties et franchises

| GARANTIE VOL | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|---|--|-------------------------------------|
| VOL DU VÉHICULE ASSURÉ | Valeur de remplacement | Sans franchise |
| REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE VERROUILLAGE EN CAS DE VOL ET/OU DE PERTE DES CLÉS | Frais exposés | Sans franchise |

2.4.3 VOL – obligations du preneur d'assurance et/ou l'assuré

2.4.3.1 Obligation générale en cas de vol, de tentative de vol, de vol accompagné de violences et/ou menaces

Dans tous les cas, le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* a pour obligation de **déposer une plainte dans les 24 heures du *sinistre* ou de la connaissance du *sinistre*** auprès des autorités judiciaires ou de police compétentes.

2.4.3.2 Sanction en cas de non-respect d'une obligation

En cas de non-respect de l'obligation mentionnée à cet article 2.4.3.1, **Foyer Assurances** est en droit de refuser toute indemnisation.

2.5 Garantie optionnelle : INCENDIE ET RISQUES CONNEXES

2.5.1 Ce que couvre la garantie INCENDIE ET RISQUES CONNEXES

Foyer Assurances garantit :

Les *dommages matériels accidentels* causés au *véhicule assuré*, consécutifs à :

- Un *incendie*.
- Une action subite et violente de la pression (explosion) ou de la dépression (implosion) de gaz ou de vapeurs.
- L'impact direct de la foudre, matériellement constaté soit sur le *véhicule assuré*, soit sur d'autres objets qui, projetés contre ce dernier, l'endommageraient.

Ces *dommages matériels accidentels* sont garantis sauf en cas de responsabilité d'un ou plusieurs *tiers*.

2.5.2 INCENDIES ET RISQUES CONNEXES - Limites de garanties et franchises

| GARANTIE INCENDIE ET RISQUES CONNEXES | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|---------------------------------------|--|--|
| INCENDIE ET RISQUES CONNEXES | Valeur de remplacement | Sans franchise (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |

2.6 Garantie optionnelle : BRIS DE VITRES

2.6.1 Ce que couvre la garantie BRIS DE VITRES

Foyer Assurances garantit :

- Le remplacement ou la réparation des *éléments vitrés*, en verre ou en matières synthétiques rigides, du *véhicule assuré* à la suite de leur bris *accidentel*.

Les antennes, chauffages, détecteurs de pluie et tout élément technique ou technologique incorporés aux *éléments vitrés* sont également couverts dans le cadre d'un *sinistre* bris de vitres couvert.



2.6.2 BRIS DE VITRES- Limites de garanties et franchises

| GARANTIE BRIS DE VITRES | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|-------------------------|--|---|
| BRIS DE VITRES | Frais exposés | Sans franchise en cas de réparation dans un réseau agréé ou 200 EUR (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |

2.7 Garantie optionnelle : FORCES DE LA NATURE

2.7.1 Ce que couvre la garantie FORCES DE LA NATURE

Foyer assurances garantit :

- Les *dommages matériels accidentels* causés au *véhicule assuré* et directement consécutifs à :
 - un tremblement de terre, la chute de rochers, pierre, de blocs de glace.
 - La chute de branches d'arbre.
 - Une avalanche, la pression de la neige
 - Une inondation et/ou le débordement d'un cours d'eau.
 - Une *tempête ou un ouragan*.
 - La grêle.
 - La foudre
 - La chute d'engins aériens ou spatiaux ainsi que toutes parties de ceux-ci.

2.7.2 FORCES DE LA NATURE – Limites de garanties et franchises

| GARANTIE FORCES DE LA NATURE | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|------------------------------|--|--|
| FORCES DE LA NATURE | Valeur de remplacement | Sans franchise (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |

2.8 Garantie optionnelle : COLLISION AVEC UN ANIMAL

2.8.1 Ce que couvre la garantie COLLISION AVEC UN ANIMAL

Foyer Assurances garantit :

- Les *dommages matériels accidentels* causés au *véhicule assuré* et directement consécutifs à la collision avec un animal, pour autant qu'une attestation spécifiant les circonstances de l'*accident* ait été établie dans les 24 heures par les autorités judiciaires ou de police compétentes.

les *dommages matériels* causés par les *rongeurs*.

2.8.2 COLLISION AVEC UN ANIMAL - Limites de garanties et franchises

| GARANTIE COLLISION AVEC UN ANIMAL | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|--|--|--|
| DOMMAGES MATÉRIELS ACCIDENTELS | Valeur de remplacement | Sans franchise (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |
| LES DOMMAGES MATÉRIELS CAUSÉS PAR LES RONGEURS | 750 EUR | Sans franchise |



3 LA GARANTIE RELATIVE À L'ASSURANCE DES PERSONNES

Attention : la garantie définie ci-après est valable uniquement lorsqu'elle est **mentionnée aux conditions particulières**. Elle est toujours acquise sous réserve d'exclusions, de limites de garanties, de *franchises* et de recours.

3.1 Garantie optionnelle : PROTECTION DU CONDUCTEUR

3.1.1 Ce que couvre la garantie PROTECTION DU CONDUCTEUR

Foyer Assurances garantit :

- au *conducteur autorisé* du *véhicule assuré* indépendamment des responsabilités encourues ou au conducteur désigné conduisant un autre véhicule (uniquement voiture et camionnette à usage privé) que le *véhicule assuré*, l'indemnisation du préjudice consécutif à un *accident* de la circulation ayant occasionné au *conducteur autorisé* des lésions corporelles entraînant des blessures ou provoquant son décès lors de l'utilisation du *véhicule assuré* ou d'un *véhicule de remplacement*,

Les prestations assurées par la garantie CONDUCTEUR PROTÉGÉ ont un caractère indemnitaire. Les indemnités seront déterminées selon les règles habituelles du droit commun belge et versées au *conducteur autorisé* ou à ses ayants droits.

En cas de lésion corporelle, l'indemnisation comprend entre autres : le préjudice économique résultant d'une incapacité temporaire ou d'une invalidité permanente, le préjudice moral, le préjudice esthétique, le préjudice d'agrément, les frais de traitement et les frais de prothèse.

En cas de décès imputable à l'*accident* et survenu dans un délai maximal de 2 ans à compter de la survenance de celui-ci, l'indemnisation comprend entre autres : les frais funéraires, le préjudice économique et/ou moral.

La *garantie* est également acquise au *conducteur autorisé* lorsqu'il :

- Monte dans ou sur le *véhicule assuré* ou qu'il en descend.
- Charge / décharge des *effets personnels* ou des *bagages* dans ou sur le *véhicule assuré*.
- Participe à des travaux de dépannage ou de réparation du *véhicule assuré*.
- Porte assistance aux victimes d'un *accident* de la route.

Les prestations effectuées ou dues par les organismes de sécurité sociale, ou tout autre organisme similaire, viendront en déduction de l'indemnité due.

Toutefois, si, **Foyer Assurances** a versé de bonne foi à un *assuré* une somme supérieure à la part lui revenant parce qu'elle ignorait l'existence d'autres prétentions, elle ne demeure tenue envers les autres *assurés* que jusqu'à concurrence du restant de la limite de garantie.

3.1.2 PROTECTION DU CONDUCTEUR - Limite de garanties et *franchises*

| GARANTIE PROTECTION DU CONDUCTEUR | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|-----------------------------------|--|--|
| PROTECTION DU CONDUCTEUR | 1.000.000 EUR Ce montant comprend tous les intérêts, frais, dépens, honoraires et avances de toute nature | Sans franchise (sauf application de l'article 6.1.1.1.) |



4 LA GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE

Attention : la garantie définie ci-après est valable uniquement lorsqu'elle est **mentionnée aux conditions particulières**. Elle est toujours acquise sous réserve d'exclusions, de limites de garanties, de *franchises* et de *recours*.

4.1 Garantie optionnelle : PROTECTION JURIDIQUE

4.1.1 Ce que couvre la garantie PROTECTION JURIDIQUE

Foyer Arag garantit pour le *véhicule assuré* :

- Le paiement des frais raisonnablement nécessaires de procédure judiciaire et la fourniture d'autres services découlant de la couverture, notamment en vue de récupérer, à l'amiable ou dans une procédure civile ou pénale, le dommage subi par l'*assuré*, ou de défendre ou représenter l'*assuré* dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre.

La garantie PROTECTION JURIDIQUE comprend :

(1) Les recours civils

- Les actions en réparation basées sur la responsabilité civile non contractuelle contre un ou plusieurs *tiers*.
- Les actions en réparation sur base de la législation sur les accidents du travail.
- Les actions auprès du « fonds d'Aide aux Victimes d'Actes Intentionnels de Violence ».

(2) La défense pénale

- La défense en cas d'*accident* de la circulation dans les procédures pénales basées sur la violation des règles de police ou de droit pénal de la *législation sur la circulation routière*. En cas de privation de liberté, la garantie comprend également une procédure de demande de sursis, de suspension du prononcé ou de recours en grâce pour chaque *sinistre*.

(3) Les litiges contractuels

- La défense des intérêts juridiques résultant de droits ou d'obligations contractuels concernant le *véhicule assuré*.

(4) Les litiges fiscaux et administratifs

- La défense, dans le domaine de la taxe belge de circulation sur les véhicules, et de contentieux administratif, des intérêts juridiques de l'*assuré* devant les autorités fiscales et les tribunaux administratifs.

(5) Assistance « permis de conduire »

- La défense pénale des intérêts juridiques concernant la limitation, le retrait, la suspension ou la restitution du *permis de conduire*.

(6) Insolvabilité des tiers.

- Le montant de l'indemnité due à l'*assuré* en cas d'insolvabilité de la partie adverse si, à l'occasion d'un *accident* de la circulation, l'*assuré* n'est pas en mesure d'obtenir cette indemnité, même par voie d'exécution après un jugement définitif rendu par un tribunal d'un pays de l'Union Européenne ou de la Suisse.

(7) Avance de fonds

- Une avance de fonds en cas d'*accident* (sans vol ni tentative de vol) pour lequel un *tiers* est responsable et que la compagnie d'assurance de ce dernier ait donné son accord d'indemnisation. Le préjudice doit être incontestable et la responsabilité assumée entièrement par le *tiers*.

Le montant de l'avance de fonds est déterminé en fonction de la législation applicable, et par voie d'expertise (sans chômage ni moins-value) pour les *dommages matériels* au *véhicule assuré*, et selon l'accord d'indemnisation de la compagnie d'assurance du *tiers* pour le *dommage corporel*.

Foyer Arag supporte ces frais par *sinistre* pour l'ensemble des *assurés*. Plusieurs *sinistres* survenus en même temps et ayant la même cause sont considérés comme un seul *sinistre*.

4.1.2 PROTECTION JURIDIQUE - Limites de garanties et franchises

| GARANTIE PROTECTION JURIDIQUE | LIMITE DE GARANTIE (par <i>sinistre</i>) | FRANCHISE (par <i>sinistre</i>) |
|--|--|-------------------------------------|
| PROTECTION JURIDIQUE, dont : | 75.000 EUR | Sans franchise |
| • insolvabilité des <i>tiers</i> | 10.000 EUR | Sans franchise |
| • avance de fonds à l' <i>étranger</i> | 10.000 EUR | Sans franchise |

5 LES EXCLUSIONS ET LE RÈGLEMENT DE SINISTRE

5.1 Les exclusions applicables au contrat

5.1.1 Les exclusions applicables à toutes les garanties

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) Les dommages survenus dans les pays où le *certificat d'assurance* n'est pas valide.
- 2) Les dommages causés lorsque le *véhicule assuré* a été donné en location.
- 3) Les dommages causés lorsque le conducteur n'est pas titulaire d'un *permis de conduire valable* ou qu'il est candidat au permis de conduire.
- 4) Les dommages causés au cours de *transports rémunérés de personnes*.
- 5) Les dommages causés s'il est prouvé que le conducteur a :
 - Soit consommé des boissons alcooliques en quantité telle que le taux d'alcool dans le sang est supérieur au seuil maximum légal prévu par la législation localement applicable et réglementant la circulation sur toutes les voies publiques.
 - Soit présenté des signes manifestes d'ivresse.
 - Soit absorbé des drogues, des stupéfiants ou des hallucinogènes.
 - Soit refusé après *accident* de se soumettre à un test, et/ou une prise de sang, et/ou qu'il s'y est soustrait en s'éloignant du lieu de l'*accident*.
- 6) Les amendes ainsi que les frais et dépens de la poursuite pénale.
- 7) Les dommages causés par le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* de manière intentionnelle ou dolosive, ainsi qu'en cas de négligence grave (exemples : non-arrêt du *véhicule assuré* lorsque le *sinistre* est en cours ou après la crevaisson d'un pneu, ignorance des alertes affichées par le véhicule, liste non exhaustive).
- 8) Les dommages survenant du fait de la participation :
 - à des courses ou concours de vitesse, ainsi qu'aux essais préparatoires à ces courses et concours ;
 - à des exercices de vitesse, de régularité ou d'adresse même autorisés sont assimilés à des courses et concours ;
 - à des tours ou essais sur des circuits fermés ou semi-fermés permettant une conduite sans application totale ou partielle du code de la route localement applicable sur le lieu du circuit.
- 9) Les dommages survenant lorsque le *véhicule assuré* a fait l'objet d'une mesure de réquisition civile ou militaire, en propriété ou en location, dès la prise en charge effective par l'autorité qui a pris la mesure de réquisition
- 10) Les dommages survenant à l'occasion d'une guerre, de faits de même nature ou d'une guerre civile.
- 11) Les dommages directement ou indirectement causés à la suite d'une explosion, un dégagement de chaleur, une irradiation, une contamination provenant de transmutation d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets de radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules nucléaires.
- 12) Les dommages subis par le *véhicule assuré* transportant des matières inflammables, corrosives, explosives ou comburantes, si lesdites matières sont intervenues soit dans la cause, soit dans la gravité du *sinistre*. Toutefois ne font pas l'objet de la présente exclusion les carburants liquides ou gazeux nécessaires à la propulsion du véhicule, ainsi que ceux transportés, dans la limite de 20 litres maximum, dans un ou plusieurs récipients portatifs (en acier ou en plastique) parfaitement étanches et fermés.
- 13) Les dommages lorsque le *véhicule assuré* n'est pas conforme aux prescriptions légales et/ou réglementaires, et que cette non-conformité a un lien causal dans le *sinistre* et les dommages. Cette non-conformité peut concerner aussi bien un défaut d'entretien (exemple : La profondeur des rainures principales des bandages pneumatiques ou semi-pneumatiques doit être conforme à la réglementation en vigueur ... liste non exhaustive) qu'une modification non réglementaire du véhicule (exemple : changement des aspects techniques du moteur sans autorisation et/ou au mépris des prescriptions du constructeur... liste non exhaustive). Cette exclusion ne concerne pas l'obligation de montage de pneus adaptés aux conditions météorologiques.
- 14) Les dommages aux valeurs, espèces, *bijoux* et *objets de collection*.
- 15) Les *sinistres* à la suite d'un détournement, d'un abus de confiance ou d'une escroquerie.
- 16) Les dommages aux *accessoires*, *tuning* et film.
- 17) Les dommages survenant aux objets, *effets personnels* transportés, ou *marchandises* destinées à la vente ou à une présentation.



5.1.2 Les exclusions propres à la garantie RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

Foyer Assurances ne garantit pas :

5.1.2.1 Personnes exclues du bénéfice de l'indemnisation :

- 1) Tout *assuré*, dont la responsabilité est engagée dans la survenance du *sinistre*, sauf s'il s'agit d'une responsabilité du fait d'autrui.
- 2) Les auteurs, coauteurs et complices de vol du véhicule ayant occasionné le dommage.
- 3) La personne exonérée de la responsabilité en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et dans les limites de celles-ci.

Le droit à indemnisation reste acquis à la personne partiellement responsable, pour la partie de son dommage imputable à un *assuré*.

5.1.2.2 Dommages exclus de l'indemnisation :

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 18) Les dommages au *véhicule assuré*.
- 19) Les dommages causés aux biens qui sont transportés par le *véhicule assuré* à titre professionnel et onéreux, à l'exception des *effets personnels* des personnes transportées.
- 20) Les dommages causés, soit aux véhicules dont se sert l'*assuré*, soit à leur contenu, soit à des biens meubles ou immeubles dont l'*assuré* est propriétaire, locataire, gardien ou détenteur.
- 21) Les dommages occasionnés par des personnes qui se sont rendues maîtres du *véhicule assuré* par vol, violence ou par suite de recel.
- 22) Les *dommages matériels* subis par :
 - Le *preneur d'assurance*, le propriétaire, le détenteur et le conducteur du véhicule ayant occasionné le dommage.
 - Le *conjoint* :
 - des personnes dont la responsabilité est engagée dans la survenance du *sinistre* ;
 - des auteurs, coauteurs et complices de vol du véhicule ayant occasionné le dommage ;
 - des personnes ayant de leur plein gré pris place dans le véhicule ayant occasionné le dommage, lorsque Foyer Assurances peut prouver qu'elles avaient connaissance que le véhicule était volé.
 - Les parents et alliés en ligne directe du *preneur d'assurance*, propriétaire, détenteur ou conducteur du véhicule ayant occasionné le dommage ainsi que ceux de son *conjoint* à la double condition qu'ils habitent sous le même toit et soient financièrement à leur charge.
- 23) Les dommages qui, sans résulter de la circulation du véhicule, sont causés par le fait des *marchandises* et objets transportés ou par les manipulations nécessitées par le transport.

5.1.3 Les exclusions propres à la garantie ASSISTANCE

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) les *sinistres* survenant dans les pays exclus de la garantie ou en dehors des dates de validité du *contrat*.
- 2) les *sinistres* survenus au cours d'épreuves motorisées, (courses, compétitions, rallyes, raids) lorsque l'*assuré* y participe en qualité de concurrent ou d'assistant du concurrent.
- 3) les *sinistres* occasionnés par les forces de la nature (tremblement de terre, inondation, *catastrophe naturelle*, etc.).
- 4) les *sinistres*, des affectations ou des événements consécutifs à (1) l'usage d'alcool, pour autant que le taux d'alcoolémie dans le sang de la personne concernée excède la législation applicable, sans que l'usage de l'alcool soit la seule cause de l'affectation ou de l'événement, ou (2) d'un usage aigu ou chronique de drogue ou de toute autre substance non prescrite par un médecin et modifiant le comportement.
- 5) les droits de douane.
- 6) le prix des pièces de rechange, les frais d'entretien du véhicule, les frais de diagnostic et de réparation quels qu'ils soient.
- 7) les frais de carburant, de lubrifiants et de péage.
- 8) les frais de taxi, de restaurant et de boissons.
- 9) tous les coûts et demandes d'assistance causés par des *actes terroristes*.
- 10) les frais ou dommages liés à un vol autres que ceux prévus par le *contrat*.
- 11) tous les frais non expressément prévus par le *contrat*.



5.1.4 Ce que ne couvre pas la garantie BOB :

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) Les *sinistres* lorsqu'aucun procès-verbal n'a été dressé par une autorité compétente.
- 2) Les *sinistres* en dehors de la Belgique lorsqu'ils dépassent 30 km des frontières belges.

5.1.5 Ce que ne couvre pas la garantie VOL

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) Le vol, la destruction ou la détérioration :
 - a. du *véhicule assuré* ayant pour auteurs ou complices des membres de la famille du *preneur d'assurance* (*conjoint*, ascendants, descendants et alliés en ligne directe), ou toute autre personne faisant partie du *ménage* du *preneur d'assurance* ou qui est à son service (*préposé*) ;
 - b. sans qu'il y ait de traces visibles d'effraction du *véhicule assuré* ;
 - c. du *véhicule assuré* à l'arrêt ou stationné soit sur la voie publique, soit sur un terrain privé accessible au public, alors que le système de démarrage du *véhicule assuré* est ou peut être activé (exemples : clés de contact laissées sans surveillance dans un lieu public ou un lieu privé accessible au public comme un restaurant, un bar, un lobby d'hôtel, véhicule non fermé.... liste non exhaustive), sauf si le vol est accompagné de violences et / ou de menaces sur le détenteur autorisé du *véhicule assuré* ou si le vol fait suite à une ruse (vol par ruse) ;
 - d. des pneus seuls ;
 - e. du *véhicule assuré* alors que les clés ont été perdues ou volées et que le *preneur d'assurance* n'a pas réagi dans un délai raisonnable pour prendre les mesures nécessaires (exemples : blocage des clés, remplacement du système de verrouillage... liste non exhaustive).
- 2) Le vol des objets, *effets personnels*, animaux transportés, et les *marchandises* destinées à la vente ou à une présentation.
- 3) Le vol de carburant et/ou de tout autre fluide, liquide présent(s) dans le *véhicule assuré*.
- 4) Les frais de remplacement de tout document administratif (exemples : carte d'identité, passeport... liste non exhaustive) en cas de vol ou de tentative de vol du *véhicule assuré*, et qui ne sont pas directement lié au *véhicule assuré*.
- 5) Le vol ou la tentative de vol lorsque le véhicule assuré n'est pas équipé d'un système antivol prescrit par le *contrat*, ou que le système n'était pas opérationnel.

5.1.6 Ce que ne couvre pas la garantie INCENDIE ET RISQUES CONNEXES

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) Les dommages résultant de brûlures sans qu'il s'en suive un *incendie*, y compris dans les cas d'une utilisation irrégulière du *véhicule assuré* (exemples : drift, burnout, power brake.... liste non exhaustive).
- 2) Les frais de remplacement de tout document administratif (exemples : carte d'identité... liste non exhaustive) qui ne sont pas directement liés au *véhicule assuré*.

5.1.7 Ce que ne couvre pas la garantie BRIS DE VITRES

Foyer Assurances ne garantit pas :

Tout élément en verre, vitre ou verre organique non défini comme *élément vitré*, comme par exemple les rétroviseurs, les blocs optiques, les phares, les feux et leur protection... liste non exhaustive.

5.1.8 Ce que ne couvre pas la garantie PROTECTION DU CONDUCTEUR

Foyer Assurances ne garantit pas :

- 1) Les intérêts compensatoires.
- 2) Les *sinistres* lorsque le *conducteur autorisé* participe à des paris, défis ou actes téméraires.
- 3) Les *sinistres* lorsque le *conducteur autorisé* et/ou ses préposés est un commerçant et que le *véhicule assuré* lui a été confié dans le cadre de son activité professionnelle.



5.1.9 Ce que ne couvre pas la garantie PROTECTION JURIDIQUE

Foyer Arag ne garantit pas :

- 1) Un *sinistre* pour le recouvrement de sommes inférieures à 250 EUR ou dont le total est inférieur à 250 EUR, ou 2.500 EUR s'il s'agit d'un recours en cassation.
- 2) Les contraventions, les amendes et les avertissements taxés.
- 3) Les *sinistres* relatifs à des crimes et/ou des crimes correctionnalisés
- 4) Les transactions pénales et les frais destinés au Fonds des Victimes d'Actes Intentionnels de Violence qui sont mis à charge de *l'assuré*.
- 5) Les *sinistres* se rapportant directement ou indirectement :
 - Aux faits de guerre, actes de terrorisme ou de sabotage, troubles civils ou politiques, grèves ou lock-out.
 - Aux catastrophes nucléaires, chimiques ou naturelles, aux dommages provoqués par des réacteurs nucléaires ou des sources radioactives.
 - Au jeu et aux paris ou autres activités aléatoires et spéculatives.
 - À une procédure de faillite ou de règlement judiciaire ouverte contre *l'assuré*.
- 6) La défense des intérêts juridiques de *l'assuré* concernant le domaine fiscal et les impôts, sauf en ce qui concerne la taxe de circulation sur les véhicules.
- 7) Les *sinistres* :
 - Concernant la défense contre les actions en dommages-intérêts.
 - Si le conducteur, à la survenance du *sinistre*, n'était pas titulaire du permis de conduire prescrit, n'était pas autorisé à conduire le véhicule ou si le véhicule n'était pas immatriculé.
- 8) La rémunération résultant d'un accord d'honoraires de *l'assuré* avec l'avocat mandaté par lui, qui dépasse la rémunération adéquate ou légale qui aurait été octroyée sans cet accord d'honoraires
- 9) Les frais d'un avocat belge si le litige est exclusivement à *l'étranger*
- 10) Les litiges à l'encontre de *l'assureur*.
- 11) Les *sinistres* déclarés à Foyer Arag plus d'un an après la survenance du *sinistre* ou plus d'un an après la fin de la garantie.
- 12) Les sinistres devant les tribunaux constitutionnels, les juridictions internationales (exemples : le tribunal de la fonction publique de l'Union Européenne, Cour de Justice de l'Union Européenne... liste non exhaustive) et supranationales (exemple : Cour Européenne des Droits de l'Homme... liste non exhaustive).
- 13) Les frais qu'un *tiers* doit ou devrait supporter si *l'assuré* n'était pas couvert par une assurance protection juridique
- 14) La défense des intérêts juridiques :
 - De personnes co-assurées entre elles ou contre le *preneur d'assurance* et résultant du *contrat*.
 - Résultant de droits dévolus ou cédés à *l'assuré* après la survenance du *sinistre*.
 - Résultant de droits de *tiers* que *l'assuré* fait valoir en son nom propre.
- 15) De contrats de cautionnement, de reprise de garantie et de dette.

5.2 Règles communes d'indemnisation

5.2.1 Les obligations du *preneur d'assurance* et/ou de *l'assuré* en cas de *sinistre*

En cas de *sinistre*, le *preneur d'assurance* et/ou *l'assuré* doit/doivent

- a. Le déclarer à *l'assureur* dès que possible et au plus tard dans les 8 jours de sa survenance, sauf cas de force majeure.
- b. Remettre à *l'assureur* tous les documents qui lui sont demandés par ce dernier.
- c. Fournir tous les renseignements utiles et répondre sans délai aux demandes de *l'assureur* pour déterminer les circonstances et l'étendue des dommages.
- d. **En cas de vol, tentative de vol, acte de vandalisme ou de malveillance : déposer dans les 24 heures une plainte ou faire une déclaration auprès des autorités compétentes.**
- e. Remettre tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires relatifs au *sinistre*.
- f. Comparaitre et se soumettre, le cas échéant, aux mesures d'instruction ordonnées par un tribunal.

Si le *preneur d'assurance* et/ou *l'assuré* ne remplit/remplissent pas une de ces obligations et qu'il en résulte un préjudice pour *l'assureur*, celui-ci a le droit de prétendre à une réduction de sa prestation, à concurrence du préjudice qu'il a subi. L'*assureur* peut décliner sa garantie si, dans une intention frauduleuse, le *preneur d'assurance* et/ou *l'assuré* n'a/n'ont pas exécuté leurs obligations.



5.2.2 Les obligations de l'assureur en cas de sinistre

En cas de *sinistre*, l'assureur doit :

- à la demande du *preneur d'assurance*, l'informer de l'état du dossier.
- Effectuer la prestation convenue dès que tous les documents utiles concernant la survenance et les circonstances du *sinistre*, y compris le cas échéant le montant du dommage, sont en sa possession.
- Payer dans les 30 jours de la fixation du montant de l'indemnité. **Si Foyer Assurances ne paie pas endéans ce délai de 30 jours, des intérêts moratoires au taux d'intérêt légal courent de plein droit.**

5.2.3 Subrogation

Sauf convention contraire, l'assureur est subrogé, à concurrence du montant de l'indemnité payée, dans les droits et actions de l'assuré ou du *bénéficiaire* contre les *tiers* responsables du dommage.

Si par le fait de l'assuré ou du *bénéficiaire*, la subrogation ne peut plus produire ses effets en faveur de l'assureur, celui-ci peut lui/leur réclamer la restitution de l'indemnité versée dans la mesure du préjudice subi.

La subrogation ne peut nuire à l'assuré ou au *bénéficiaire* qui n'aurait été indemnisé qu'en partie. Dans ce cas, il peut exercer ses droits, pour ce qui lui reste dû, de préférence à l'encontre de l'assureur.

Sauf en cas de malveillance, l'assureur n'a aucun recours contre les descendants, les ascendants, le *conjoint* et les alliés en ligne directe de l'assuré, ni contre les personnes vivant à son *domicile*, ses hôtes et les membres de son personnel domestique. Toutefois l'assureur peut exercer un recours contre ces personnes dans la mesure où leur responsabilité est effectivement garantie par un contrat d'assurance.

5.3 Règles spécifiques - Assurance du véhicule

5.3.1 Règles spécifiques - RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE

Prise « fait et cause » pour l'assuré

À partir du moment où la garantie de Foyer Assurances est due, et pour autant qu'il y soit fait appel, celle-ci a l'obligation de prendre fait et cause pour l'assuré dans les limites de la garantie.

Intérêts civils

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où les intérêts de l'assuré et de Foyer Assurances coïncident, cette dernière a le droit de combattre, à la place de l'assuré, la réclamation de la *personne lésée*. Elle peut indemniser cette dernière s'il y a lieu. Ces interventions de Foyer Assurances n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité dans le chef de l'assuré et ne peuvent lui causer préjudice.

Reconnaissance de responsabilité

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, aucune fixation de dommage, aucun paiement fait par le *preneur d'assurance* ou l'assuré sans l'autorisation écrite de Foyer Assurances n'engage celle-ci ni ne lui est opposable. L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne peuvent être assimilés à une reconnaissance de responsabilité.

Procès pénal contre l'assuré

Lorsqu'un procès contre l'assuré est porté devant la juridiction répressive, Foyer Assurances peut être mis en cause par la *personne lésée* ou par l'assuré et peut intervenir volontairement, dans les mêmes conditions que si le procès était porté devant la juridiction civile, sans cependant que la juridiction répressive puisse statuer sur les droits que Foyer Assurances peut faire valoir contre l'assuré ou le *preneur d'assurance*. Foyer Assurances peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, y compris le pourvoi en cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, elle ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

Païement de l'indemnité

Foyer Assurances paie l'indemnité due en principal, les intérêts qui y sont afférents, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et les frais des avocats et des experts, mais seulement dans la mesure où ces frais ont été exposés par elle ou avec son accord ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne soient pas imputables à l'assuré, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.



Droits des tiers en cas de sinistre

Foyer Assurances ne peut opposer au tiers lésé aucune nullité, exception ou déchéance issue de la loi ou du contrat d'assurance, sauf ce qui est prévu dans le présent paragraphe.

Foyer Assurances peut opposer au tiers lésé toute expiration, annulation, résiliation et/ou suspension du contrat d'assurance ou des garanties, quelle que soit leur cause, 16 jours après la notification à l'autorité ou la personne désignée par le gouvernement.

Foyer Assurances peut également opposer au tiers lésé, sans condition de délai, les exclusions suivantes :

- Les dommages causés soit aux véhicules dont se sert l'assuré, soit à leur contenu, soit à des biens meubles ou immeubles dont l'assuré est propriétaire, locataire, gardien ou détenteur.
- Les dommages matériels subis par le preneur d'assurance, le propriétaire, le détenteur et le conducteur du véhicule ayant occasionné le dommage, le conjoint des personnes dont la responsabilité est engagée dans la survenance du sinistre, les parents et alliés en ligne directe de ces mêmes personnes à la double condition qu'ils habitent sous leur toit et soient entretenus par eux.
- Les dommages qui, sans résulter de la circulation du véhicule, sont causés par le fait des marchandises et objets transportés ou par les manipulations nécessitées par le transport.

Recours contre le preneur d'assurance et/ou l'assuré

Foyer Assurances se réserve le droit, après indemnisation des tiers lésés, d'exercer un recours contre le preneur d'assurance et/ou l'assuré dans les cas référencés suivants :

| CAS DE RECOURS | Qui ? | Montant |
|---|--------------------------|-----------------|
| Non-paiement de la prime ayant entraîné une suspension de la garantie (2) | Preneur d'assurance | Limité (1) |
| Omission ou inexactitude intentionnelle lors de la souscription ou en cours de contrat. (3) | Preneur d'assurance | Intégral |
| Omission ou inexactitude non-intentionnelle lors de la souscription ou en cours de contrat. (3) | Preneur d'assurance | Maximum 250 EUR |
| Sinistre causé de manière intentionnelle ou dolosive, et en cas de fraude (3) | L'assuré | Intégral |
| Sinistre causé en raison de l'état d'ivresse ou d'un état analogue résultant de produits autres que des boissons alcoolisées (3) | L'assuré | Limité (1) |
| Usage du véhicule assuré ayant fait l'objet d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou d'un détournement (3) | L'assuré ou son complice | Limité (1) |
| Lorsqu'il existe un droit au remboursement en vertu des dispositions du contrat relatives à la cession du véhicule assuré (3) | L'assuré | Limité (1) |
| Sinistre résultant de la participation à une course ou un concours de vitesse, de régularité ou d'adresse non autorisés (3) | L'assuré | Limité (1) |
| Sinistre survenu alors que le conducteur ne répondait pas aux conditions légales et réglementaires locales pour pouvoir conduire le véhicule ou était sous le coup d'une déchéance du droit de conduire en Belgique (2) | L'assuré | Limité (1) |
| Sinistre dont Foyer Assurances prouve qu'il résulte de la non-conformité du véhicule à la réglementation belge sur le contrôle technique, en l'absence de certificat de visite valable (3) | L'assuré | Limité (1) |
| Sinistre survenu alors que le nombre de personnes transportées dépasse le nombre réglementairement ou contractuellement autorisé (2) | L'assuré | Limité (1) (4) |
| Sinistre survenu alors que le transport de personnes s'effectue en dehors des dispositions réglementaires ou contractuelles (2) | L'assuré | Limité (1) |
| Omission d'accomplir un acte dans un délai déterminé par le contrat, sauf si l'assuré prouve qu'il a accompli l'acte aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire (3) (5) | L'assuré | Limité (1) |

Le recours de Foyer Assurances porte sur les dépenses nettes, à savoir le montant en principal de l'indemnité, les frais judiciaires et les intérêts, diminués des éventuelles franchises et des montants qui ont pu être récupéré.

(1) Le montant du recours est déterminé et limité comme suit :

- lorsque les dépenses nettes ne sont pas supérieures à 11.000 euros, le recours peut s'exercer intégralement ;
- lorsque les dépenses nettes sont supérieures à 11.000 euros, ce dernier montant est augmenté de la moitié des sommes dépassant 11.000 euros. Le recours ne peut excéder un montant de 31.000 euros



(2) Lorsque le droit de *recours* concerne des indemnités payées à un usager faible, *Foyer Assurances* n'a pas à prouver la responsabilité de la personne contre laquelle elle se retourne. Le droit de *recours* est acquis, quelle que soit la mesure de cette responsabilité.

(3) Lorsque le droit de *recours* concerne des indemnités payées à un usager faible, *Foyer Assurances* doit prouver la responsabilité de la personne contre laquelle elle se retourne. Le droit de *recours* est acquis, dans la mesure de cette responsabilité

(4) Le droit de *recours* est calculé en tenant compte du rapport « personnes en *surnombre* / personnes transportées ». Les enfants de moins de 4 ans ne sont pas pris en compte, et les enfants âgés de 4 à 15 ans le sont pour 2/3 de la place.

(5) Le droit de *recours* existe dans la limite du dommage que *Foyer Assurances* prouve avoir subi.

Le *recours* de *Foyer Assurances* ne peut pas être exercé contre le *preneur d'assurance* si ce dernier établit que les faits ou infractions générateurs du *recours* ne lui sont pas imputables et se sont produits à l'encontre de ses instructions ou à son insu.

Attestation des *sinistres*

Foyer Assurances délivre dans les quinze jours de la demande et le cas échéant à la fin du *contrat*, une attestation de sinistralité reprenant les *sinistres* qui se sont produits conformément aux mentions prévues par la législation applicable.

5.3.2 Règles spécifiques communes aux garanties VOL, INCENDIES ET RISQUES CONNEXES, BRIS DE VITRES, COLLISION AVEC UN ANIMAL, FORCES DE LA NATURE,

Avertissement préalable de *Foyer Assurances* :

Avant toute mise en réparation du *véhicule assuré*, le *preneur d'assurance* est tenu d'avertir *Foyer Assurances*.

Recours à un expert :

Dans tous les cas, *Foyer Assurances* se réserve le droit de procéder à une expertise du *véhicule assuré*.

Sinistre en cas de VOL

Lorsque le *véhicule assuré* est volé et **n'est pas retrouvé dans les 30 jours** à compter du jour de la déclaration du *sinistre* à *Foyer Assurances*, l'indemnité est due à partir du 31^{ème} jour suivant la déclaration de *sinistre*. À partir de ce 31^{ème} jour, *Foyer Assurances* devient **automatiquement** propriétaire du *véhicule assuré*.

Si le *véhicule assuré* est volé et **retrouvé dans les 30 jours** suivant la déclaration de *sinistre* à *Foyer Assurances*, l'indemnisation se fait conformément aux autres paragraphes du présent article.

Abandon de recours contre le *conducteur autorisé*

Foyer Assurances renonce à l'exercice d'un recours contre toute personne autorisée expressément ou tacitement par le *preneur d'assurance* à conduire le *véhicule assuré*, ainsi que contre toute personne à laquelle le *preneur d'assurance* aura transféré la garde du véhicule, excepté :

- Les cas de malveillance.
- Les cas de responsabilité civile contractuelle en relation avec l'exercice d'une profession.

5.3.3 Règles spécifiques – ASSISTANCE

5.3.3.1 Avantage financier

Les prestations d'assistance ne peuvent en aucun cas constituer une source de profit financier. Elles sont destinées à aider l'*assuré* lors d'événements incertains ou fortuits survenant pendant la durée de la garantie. C'est la raison pour laquelle *Foyer Assurances* déduit des frais ceux engagés par le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* si le *sinistre* n'avait pas eu lieu, tels les frais de péage, de traversée maritime, de carburant du *véhicule assuré* et *Foyer Assurances* se réserve le droit de demander les titres de transport non utilisés.

Toutes les prestations non sollicitées ou non consommées, ainsi que celles refusées par le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* ne donnent pas droit à posteriori à une indemnité compensatoire.



5.3.3.2 Titres de transport

Les titres de transport garantis sont des billets de chemin de fer 1ère classe ou d'avion classe économique. Si la distance à parcourir est inférieure à 1.000km, *Foyer Assurances* délivre au *preneur d'assurance* et/ou à l'*assuré* des billets de chemin de fer 1ère classe.

5.3.3.3 Prestataire

Le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* est en droit de récuser le prestataire de service proposés (exemples : dépanneur, réparateur, transporteur... liste non exhaustive). Dans ce cas, *Foyer Assurances* proposera d'autres prestataires proches, dans la limite des disponibilités locales.

Les travaux, services ou réparations que le prestataire entreprend se font avec l'accord et sous le contrôle du *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré*. Pour les frais de réparation ou de pièces non pris en charge, il est conseillé d'exiger un devis préalable. Le prestataire est seul responsable des travaux, services ou réparations effectués.

5.3.3.4 Transport de bagages

Cette garantie s'applique aux seuls bagages dont le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* ne peuvent pas se charger à la suite d'un événement garanti. *Foyer Assurances* n'assume aucune responsabilité, en cas de perte, vol ou dégâts aux bagages laissés à l'intérieur du véhicule assuré qui est transporté.

5.3.3.5 Prestations de transport/rapatriement de personnes

Ces prestations, sont garanties du lieu de prise en charge vers la Belgique. Toutefois, si l'*assuré* désire être transporté ou rapatrié vers un autre pays, le rapatriement se fait à concurrence du coût du transport vers la Belgique.

5.3.3.6 Véhicule de remplacement (maximum Catégorie B suivant la spécification du loueur)

Cette prestation est garantie dans la limite des disponibilités locales et des heures d'ouverture des loueurs. Le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* est tenu d'accepter et de se conformer aux conditions générales du loueur.

Toute utilisation de ce véhicule au-delà de la durée garantie, les amendes encourues, les frais de carburant, les péages, le prix des assurances supplétives et la franchise d'assurance pour les dégâts occasionnés au véhicule sont à la charge exclusive du *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré*.

Les formalités de prise et de remise de la voiture de remplacement sont à charge du le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré*, et au besoin, *Foyer Assurances* rembourse les frais de transport pour les accomplir.

5.3.3.7 Remboursement de frais

Si *Foyer Assurances* autorise à avancer les frais de prestations garanties, ces frais s sont remboursés dans la limite de ceux qui auraient été consentis si *Foyer Assurances* avait elle-même fourni le service. Les remboursements se feront sur base des pièces originales.

5.3.3.8 Contraintes légales

Pour l'application des garanties, le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* accepte les contraintes ou limitations résultant de l'obligation de respecter les lois et règlements administratifs ou sanitaires des pays dans lesquels *Foyer Assurances* intervient.

5.4 Règles spécifiques - Assurance des personnes

5.4.1 Dispositions applicables à la garantie PROTECTION DU CONDUCTEUR

Déclaration de sinistre

La déclaration de sinistre devra être accompagnée d'un certificat médical, rédigé par le ou les médecins qui ont traité l'*assuré* ou constaté son décès, qui devra spécifier les causes et la nature des lésions corporelles subies, ainsi que leurs conséquences probables.

En cas de décès de l'*assuré*, cette obligation ainsi que toutes les obligations du *preneur d'assurance* et/ou de l'*assuré* en cas de sinistre incombent au *bénéficiaire*, de même que lui seront applicables les sanctions prévues en cas de non-respect de ces obligations.

Contrôle médical

L'*assuré* se soumettra à toutes les visites nécessaires des médecins que *Foyer Assurances* délèguera auprès de lui, chaque fois qu'elle le jugera utile. Les frais de ces visites sont à la charge de *Foyer Assurances*.

Préservation des données à caractère médical



L'obligation de l'*assuré* de se soumettre à d'éventuelles formalités médicales fera l'objet d'une notification directe entre *Foyer Assurances* et l'*assuré*. L'analyse des données à caractère médical se fait par le médecin-conseil de *Foyer Assurances*. L'*assuré* peut autoriser son médecin traitant à communiquer directement avec *Foyer Assurances*.

Avance sur indemnité

Si dans les 3 mois après l'*accident* l'état de l'*assuré* n'est pas consolidé, celui-ci peut demander à *Foyer Assurances* le paiement d'une avance sur indemnité correspondant aux *frais de traitement médical* exposés pendant cette période et non pris en charge par la Sécurité Sociale, ou tout autre organisme public similaire, ou toute entreprise ou mutuelle d'assurance, ainsi qu'une provision à valoir sur le préjudice définitif.

Législation sur le port de la ceinture de sécurité

L'*assuré* est tenu de se conformer aux dispositions de la *législation sur la circulation routière* applicable territorialement en ce qui concerne le port obligatoire de la ceinture de sécurité. En cas de non-respect de cette réglementation, la limite de garantie et les indemnités dues par *Foyer Assurances* seront réduites d'un tiers, sauf si l'*assuré* prouve que ce manquement est sans relation causale avec la survenance du *sinistre*.

Caractère des prestations assurées

Les prestations assurées par la garantie PROTECTION DU CONDUCTEUR ont un caractère indemnitaire. Les indemnités seront déterminées selon les règles habituelles de droit commun belge et comme si l'*accident* était survenu en Belgique.

Décès et indemnité pour invalidité permanente

Si le décès survient après le versement d'indemnités pour invalidité permanente, les montants payés à ce titre seront déduits de la prestation garantie en cas de décès.

Subsidiarité des indemnités

Les prestations effectuées ou dues par la Sécurité Sociale, ou tout autre organisme public similaire, ou toute entreprise ou mutuelle d'assurance, viendront en déduction de l'indemnité due.

Avance récupérable :

Si le *conducteur autorisé* n'est pas responsable de l'*accident*, ou ne l'est que partiellement, l'indemnisation se transforme en avance récupérable en tout ou partie par recours auprès d'un *tiers* responsable. Chaque fois que l'indemnité reçue au titre du recours sera inférieure à l'avance, *Foyer Assurances* s'engage à ne pas demander le remboursement de la différence.

Le *bénéficiaire* de cette avance doit apporter en tout état de cause son concours à *Foyer Assurances* dans le cadre de ce recours auprès du *tiers* responsable et se soumettre si besoin est à tout examen, y compris médical, demandé par l'assureur du *tiers* responsable.

5.5 Règles spécifiques –PROTECTION JURIDIQUE

5.5.1 Définition du *sinistre* uniquement dans le cadre la garantie PROTECTION JURIDIQUE,

On entend par *sinistre* :

- La survenance du fait dommageable sur lequel repose l'action en responsabilité civile non-contractuelle.
- La violation présumée ou réelle d'une obligation légale ou contractuelle par l'*assuré*, la partie adverse ou un *tiers* en responsabilité civile contractuelle.

Dans le cas de plusieurs violations, la première violation ayant un lien de causalité est déterminante. Pour la détermination du *sinistre*, les violations commises plus d'un an avant la prise d'effet de la garantie n'entrent pas en ligne de compte.

5.5.2 Périmètre des frais et honoraires pris en charge par *Foyer Arag*

Foyer Arag prend en charge :

- Les frais occasionnés pour la défense par *Foyer Arag* des intérêts juridiques de l'*assuré*.
- Les honoraires et frais justifiés d'un seul avocat.
- Les frais judiciaires y compris l'indemnité pour les témoins, et les frais d'huissier.



- Les frais d'un seul expert en cas d'expertise unilatérale, **après consultation préalable de Foyer Arag.**
- Les frais d'expertise lorsque l'expertise est ordonnée de manière judiciaire.
- L'avance des frais que l'assuré doit exposer à titre de *caution* qui serait due à l'étranger ; Foyer Arag avance ces frais pour l'assuré sous forme de prêt, **à concurrence de 3.500 EUR par sinistre.**
- Les frais de *voyage* de l'assuré au lieu du tribunal étranger compétent si celui-ci a ordonné sa comparution personnelle.
 - Sont remboursés :
 - les frais de transport par un moyen de transport public, et ceci en première classe, du chemin de fer de l'État correspondant ou bien en classe « Economy » d'un vol de ligne, **ou** les frais de transport dans le propre véhicule calculés conformément aux règles du Code Fiscal applicables le jour du départ, jusqu'à concurrence des frais de transport par un moyen de transport public.
 - les indemnités journalières et les frais de nuitées conformément aux règles du Code Fiscal applicables le jour du départ. Les frais de *voyage* sont remboursés uniquement contre présentation des pièces justificatives et exclusivement en euros ; les montants en devises étrangères seront convertis en euro au taux de change applicable le premier jour du *voyage*.
- Les frais de l'exécution forcée pour une seule demande en exécution ou en défense d'exécution par titre exécutoire, sauf si cette demande est formulée plus de cinq ans après l'entrée en force de la chose jugée du titre
- Les frais occasionnés à la partie adverse dans la mesure où l'assuré est tenu de les rembourser.

Foyer Arag supporte ces frais par sinistre pour l'ensemble des assurés. Plusieurs sinistres survenus en même temps et ayant la même cause sont considérés comme un seul sinistre.

5.5.3 Obligations spécifiques pour le preneur d'assurance et/ou l'assuré lors du règlement de sinistre

Le *preneur d'assurance* et/ou l'assuré a l'obligation de convenir avec Foyer Arag de toutes les mesures engendrant des frais pour autant qu'il ne soit pas d'une manière inéquitable porté préjudice à ses intérêts.

Dans tous les cas, **le preneur d'assurance et/ou l'assuré devra se conformer aux instructions de Foyer Arag en ce qui concerne la comparution aux audiences, les oppositions ou appels à interjeter, ainsi que toutes mesures à prendre pour la gestion efficace du procès.**

5.5.4 Recours contre les tiers responsables

Dans les affaires de recours contre les *tiers* responsables, l'assuré fixe lui-même le montant des sommes à réclamer, tout en mettant à la disposition de Foyer Arag les pièces justificatives. Foyer Arag s'interdit de faire des transactions sans l'autorisation préalable de l'assuré.

5.5.5 Règlement du sinistre

Examen préalable à l'acquisition de la garantie

De manière générale, toute demande d'intervention émanant de l'assuré doit être adressée à Foyer Arag, qui examine si la couverture est acquise à la vue des documents et pièces justificatives qui lui ont été communiquées par l'assuré.

Pour les garanties « recours civils » et « litiges contractuels », l'assuré est tenu de délivrer tout document et pièce pertinents qui permettent de déterminer la responsabilité du *tiers*. En cas de documents et pièces insuffisants pour déterminer cette responsabilité ou en cas de doute légitime, Foyer Arag peut demander une expertise pour déterminer la (les) cause(s) et responsabilité(s). Les frais de cette expertise sont à charge du *preneur d'assurance* et/ou de l'assuré jusqu'à ce que la garantie « recours civils » ou « litiges contractuels » soit acquise.



Décision d'intervention de Foyer Arag

Tant que *Foyer Arag* ne dispose pas des éléments nécessaires lui permettant de considérer que la défense des intérêts est nécessaire et/ou justifiée, ou le contraire, aucune prestation n'est due. Aucune demande de provision ou demande similaire ne sera possible.

Si *Foyer Arag* considère que la défense des intérêts est nécessaire et/ou justifiée, elle est tenue à prestation dans le cadre des garanties DÉFENSE PÉNALE ET RECOURS CIVILS et PROTECTION JURIDIQUE et supporte les frais y afférents.

La défense des intérêts est considérée comme nécessaire et/ou justifiée si les chances de succès sont suffisantes et si la défense des intérêts ne paraît ni abusive ni arbitraire.

Si *Foyer Arag* fournit une prestation, elle a le droit de régler d'abord elle-même l'affaire à l'amiable avant que l'assuré ne fasse éventuellement usage de son droit au libre choix d'un avocat. *Foyer Arag* n'acceptera une proposition de compromis qu'avec l'accord de l'assuré.

Si *Foyer Arag* considère que son intervention n'est pas nécessaire et/ou justifiée, **elle peut refuser de fournir sa prestation** et doit en informer immédiatement l'assuré par un écrit motivé. L'assuré peut s'opposer au refus de *Foyer Arag* sur ce point, en demandant à ses frais un avis motivé d'un avocat compétent de son choix.

Si l'avocat confirme l'opinion de l'assuré, *Foyer Arag* supporte les frais de son avis et donne sa garantie à l'assuré à la condition impérative que l'assuré obtienne gain de cause.

En tout état de cause, si, l'assuré poursuit son affaire à son propre risque et qu'il obtient gain de cause, malgré le refus de la prestation, *Foyer Arag* lui rembourse les frais exposés.

Libre choix de l'avocat

Lorsqu'il est fait appel à un avocat pour défendre, représenter ou servir les intérêts de l'assuré, celui-ci a la liberté de le choisir.

Si l'assuré ne fait pas usage de son droit au libre choix d'un avocat, *Foyer Arag* mandate pour lui un avocat compétent.

L'avocat est toujours mandaté au nom et pour le compte de l'assuré. **Pour chaque sinistre, il ne peut être mandaté qu'un seul avocat.** Si l'assuré change d'avocat, *Foyer Arag* ne supporte que les frais du premier avocat, sauf lorsque le changement est motivé pour des raisons légitimes d'empêchement de l'avocat (Exemples : arrêt de l'activité de l'avocat, retrait de l'autorisation d'exercice de l'avocat... liste non exhaustive).

5.5.6 Obligation préalable au paiement des factures et frais et honoraires

L'assuré est tenu de requérir des prestataires (exemples : avocat, expert.... liste non exhaustive) une facture ou une note de frais et honoraires détaillée sur les prestations effectuées et le temps y relatifs prestés. **À défaut du respect de cette obligation, Foyer Arag est fondée à refuser toute garantie.**

5.5.7 Paiement des factures et des notes de frais et honoraires

Sous réserve du respect de l'obligation prévue à l'article 5.5.6, les factures et les notes frais et honoraires sont payées par *Foyer Arag* directement aux créanciers concernés sans que l'assuré n'ait à avancer les frais.

Foyer Arag n'est pas tenue d'avancer une quelconque provision à un avocat et peut attendre la note de frais et honoraires finale pour la payer. Si l'assuré est tenu d'avancer une provision à l'avocat qui est mandaté, le remboursement de cette provision ne peut intervenir qu'au moment de la note de frais et honoraires finale.

Toute convention, écrite ou orale, par laquelle l'assuré est bénéficiaire de tout ou partie de la facturation constitue une fraude.

5.5.8 Contestation des notes de frais et honoraires

Lorsque *Foyer Arag* estime que la note de frais et honoraires est contestable, notamment par ce qu'elle ne prend pas en compte les différents éléments du dossier, tels l'importance et le degré de difficulté de l'affaire, le travail réellement fourni par l'avocat, sa notoriété et son expérience professionnelle, le résultat obtenu et la situation de fortune de l'assuré ; elle peut recourir à toute procédure de contestation.

À cette fin, le preneur d'assurance et/ou l'assuré donne mandat exprès à Foyer Arag de recourir en son nom propre à toute procédure de contestation des notes de frais et honoraires d'avocat.



6 LA VIE DU CONTRAT

Le présent **contrat** est régi par la législation belge sur le contrat d'assurance.
Tout litige né du **contrat** est de la compétence exclusive des tribunaux de Belgique.

6.1 Utilisation de l'application

L'assurance 123go nécessite l'utilisation de l'*application* à chaque moment où le *véhicule assuré* est conduit par le *preneur d'assurance*.

L'*application* établit chaque mois un *score*, en fonction duquel la prime mensuelle du contrat va évoluer. Ce *score* tient compte du comportement de conduite de l'*assuré* durant le mois précédent. Un éco-bonus est appliqué à ce *score*, si l'*assuré* a parcouru moins de 1.500 km durant le mois précédent.

Si l'*assuré* a parcouru moins de 100 km durant le mois précédent, le *score* ne peut pas être établi. Dans ce cas la prime restera identique à celle du mois précédent.

6.1.1 Que se passe-t-il si l'application n'est pas utilisée ?

6.1.1.1 En cas de sinistre

Lorsqu'un *sinistre* a lieu et que l'*application* n'était pas utilisée au moment du *sinistre*, alors que le *preneur d'assurance* conduisait le *véhicule assuré*, **une franchise de 500 EUR est appliquée par sinistre**.

6.1.1.2 Pendant deux mois

Si l'*application* n'est pas utilisée pendant deux mois consécutifs, *Foyer Assurances* n'est pas en mesure de calculer un *score* adapté à la véritable conduite du *preneur d'assurance*.

Aussi, en cas de non-utilisation prolongée, une sanction est prévue au niveau de la prime mensuelle (voir article 6.3.1).

6.1.2 Quelles sont les règles d'utilisation de l'application ?

Les règles d'utilisation de l'*application* sont décrites dans les Conditions Générales d'Utilisation qui sont téléchargeables sur l'*application*. Ces Conditions Générales d'Utilisation sont à consulter et à accepter avant toute utilisation.

Elles font partie intégrante du *contrat*.

6.1.3 Quelles sont les données personnelles qui sont traitées par l'application

L'*application* récolte et traite les données suivantes afin d'élaborer le *score* :

- Des informations personnelles du *preneur d'assurance* : nom, prénom, E-mail, âge.
- Des informations sur le *véhicule assuré* : marque du véhicule, modèle, année, numéro d'immatriculation, numéro d'identification du véhicule (VIN).
- Des informations sur le *contrat* : type de contrat, numéro de *contrat*, date d'échéance, pourcentage de remise et valeur de remboursement.
- Des données télématiques.
- Des données GPS échantillonnées environ toutes les 4 secondes (heure, latitude, longitude, précision/PDOP, vitesse)
- Des données des accéléromètres (alertes en cas de dépassement de certains seuils prédéfinis). À des fins de clarification, les données de l'accéléromètre ne recueillent que des informations sur les forces G agissant sur l'appareil du smartphone, qui sont utilisées pour déterminer le comportement de conduite (accélération brutale, freinage brutal et virage serré), et non pour déterminer la vitesse de conduite.
- Des événements spécifiques à l'appareil avec l'horodatage (appareil branché/débranché, appareil en veille activé/désactivé) lorsqu'ils sont disponibles (certains ne sont disponibles que pour les appareils à batterie).
- Tous les autres types de données qui peuvent être extrapolés à partir des données énumérées ci-dessus, enregistrées par des moyens télématiques.
- Des données d'utilisation « IT », par exemple l'ID utilisateur, les rôles, les droits, les heures de connexion, la marque et le modèle du smartphone, la version du système d'exploitation du smartphone, l'adresse IP.



6.1.4 Droit de modification, *suspension* ou remplacement de l'*application*

Foyer Assurances se réserve le droit exprès de modifier l'*application*, de suspendre son utilisation ou de la remplacer, à tout moment et sans droit à indemnisation du *preneur d'assurance*.

Dans un tel cas, le *preneur d'assurance* conserve sa dernière prime qui servira de référence.

Il ne peut résulter aucune sanction sur sa prime pour le *preneur d'assurance* du fait de la modification, *suspension* ou remplacement de l'*application*.

6.2 Où êtes-vous assuré ?

6.2.1 Territorialité générale

Les garanties du contrat sont accordées pour tous les pays renseignés sur le *certificat d'assurance*, que le *sinistre* ait eu lieu sur une voie publique, un terrain privé ou public.

Lorsque le *sinistre* est survenu hors du territoire belge, la garantie accordée est celle prévue par la législation sur l'assurance automobile obligatoire de l'État sur le territoire duquel le *sinistre* a eu lieu. L'*application* de cette loi étrangère ne peut toutefois priver l'*assuré* de la garantie plus étendue que la loi belge lui accorde.

6.2.2 Territorialité pour la garantie ASSISTANCE

La garantie s'applique soit en Belgique, soit à l'*étranger*. Même quand ils sont prévus, **sont exclus les pays ou régions en état de guerre civile ou étrangère et ceux où la sécurité est troublée par des émeutes, mouvements populaires, grèves et autres événements fortuits empêchant l'exécution de la garantie ASSISTANCE.**

En tant qu'*assureur*, nous ne pourrions exécuter aucune obligation pour ou au nom d'une personne, d'une entité, d'un territoire, d'un pays ou d'une organisation visés par le régime de sanctions des Nations Unies, de l'Europe ou de la Belgique ou par tout autre régime de sanctions applicable (limitation, embargo, gel des avoirs ou contrôle), en particulier une activité impliquant directement ou indirectement l'un des pays ou territoires suivants : Corée du Nord, Soudan, Syrie, Crimée, Irak, Afghanistan. Il est convenu et entendu qu'aucun service ou paiement impliquant un lien direct ou indirect avec une personne, une entité, un territoire, un pays ou une organisation sanctionné ne pourra être mis en œuvre par nos soins. Aucune obligation contractuelle ne peut avoir pour objet ou pour effet une violation des règles des régimes de sanctions et la non-exécution d'une obligation dans ce cadre ne pourra conduire à aucune responsabilité ou obligation d'indemniser quiconque du fait de cette non-exécution.

6.3 Les primes d'assurance

6.3.1 Quel est le montant de la prime ? Comment varie-t-elle en fonction du score ?

Le montant de la prime d'assurance est indiqué au moment de la souscription et constitue la **prime de référence** qui est bloquée pour les deux premiers mois du contrat.

La prime est établie en fonction des déclarations du *preneur d'assurance*, de la nature et du montant des garanties choisies. Elle inclut les frais accessoires, les impôts et taxes en vigueur sur les contrats d'assurance, et elle est personnalisée et évolutive.

La prime est calculée mensuellement et elle doit être payée à chaque échéance mensuelle de prime (le 5 de chaque mois), sauf pour les deux premières échéances qui doivent être payées au moment de la souscription du contrat. **Tant que les deux premières échéances mensuelles de prime ne sont pas payées, le contrat n'est pas valide.**

À partir du troisième mois, la prime mensuelle variera en fonction du *score* obtenu par l'*assuré* dans l'*application*, ce *score* tient compte du *score* mesuré par l'*application* en fonction de la conduite du *preneur d'assurance* le mois précédent et d'un éco-bonus qui est appliqué si la distance parcourue durant le mois précédent était inférieure à 1.500 km.

En fonction du *score* et de la distance parcourue, la prime peut évoluer chaque mois entre -30% et +30% de la prime de référence.

Si le *preneur d'assurance* n'utilise pas l'*application* pendant deux mois consécutifs, la prime est automatiquement augmentée de 50% pour l'échéance mensuelle postérieure, et celles qui succèdent si le *preneur* n'utilise pas l'*application*.



La variation de la prime en fonction du *score* ou en cas de non-utilisation de l'*application* n'ouvre pas de droit à la *résiliation* du *contrat* en dehors des cas légaux et contractuels (ainsi qu'en cas de diminution de risque ou de remplacement du *véhicule assuré*).

Lorsque le *preneur d'assurance* effectue moins de 100 kilomètres avec l'*application* sur un mois de référence le *score* obtenu ne permet pas de faire varier le *score*. Le dernier *score* obtenu sera alors retenu pour le calcul de la prime.

6.3.2 Où, quand et comment payer ses primes d'assurance ?

Toutes les primes, frais et impôts sont payables d'avance, et par prélèvement sur le compte bancaire renseigné par l'*assuré* et/ou par carte bancaire.

La prime est mensuelle, et chaque mois commencé est dû dans son intégralité, indépendamment de la date de cessation du *contrat*.

6.3.3 Que se passe-t-il si une (ou plusieurs) prime(s) n'est (ne sont) pas payée(s) ?

En cas de défaut de paiement de la prime à la date d'échéance, *Foyer Assurances* peut suspendre la couverture ou résilier le *contrat* à condition que le *preneur d'assurance* ait été mis en demeure, soit par exploit d'huissier, soit par envoi recommandé.

La *suspension* prend effet à l'expiration du délai mentionné dans la mise en demeure mais qui ne peut pas être inférieur à quinze jours à compter du lendemain de la signification ou du lendemain du dépôt de l'envoi recommandé.

Si la garantie a été suspendue, le paiement par le *preneur d'assurance* des primes échues, comme spécifié dans la dernière mise en demeure ou décision judiciaire, met fin à cette *suspension*.

La *suspension* ne porte pas préjudice au droit de *Foyer Assurances* de réclamer les primes qui viennent ultérieurement à échéance à condition que le *preneur d'assurance* ait été mis en demeure. Le droit de *Foyer Assurances* est toutefois limité aux primes afférentes à deux années consécutives.

En cas de *suspension* de la garantie pour défaut de paiement de la prime, *Foyer Assurances* dispose d'un droit de *recours* contre le *preneur d'assurance*.

En cas de défaut de paiement de la prime, *Foyer Assurances* peut résilier le *contrat* dans le délai indiqué dans la mise en demeure.

6.4 Que se passe-t-il avec une franchise ?

Le *preneur d'assurance* est tenu de ne payer que le montant des *franchises* prévues et applicables en vertu du *contrat*. Le montant de la *franchise* ne peut jamais excéder l'indemnisation. La *franchise* doit s'effectuer avant l'application d'un recours éventuel.

6.5 Les déclarations du preneur d'assurance

6.5.1 Que doit déclarer le preneur d'assurance ?

Le *preneur d'assurance* doit déclarer à l'*assureur* exactement, lors de la conclusion du *contrat*, toutes les circonstances qui lui sont connues et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour l'*assureur* des éléments d'appréciation du risque. S'il n'est point répondu à certaines de nos questions écrites et si néanmoins le contrat est conclu, l'*assureur* ne peut pas, hormis le cas de *fraude*, l'*assureur* prévaloir ultérieurement de cette omission.

6.5.2 Omission ou inexactitude intentionnelles

Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelles dans la déclaration induisent l'*assureur* en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le *contrat* est nul.

Les primes échues jusqu'au moment où l'*assureur* a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles lui sont dues.

6.5.3 Omission ou inexactitude non intentionnelles

Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelles, le *contrat* n'est pas nul.

L'*assureur* propose au *preneur d'assurance*, dans le délai d'un mois à compter du jour où il a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du *contrat* avec effet au jour où l'*assureur* a eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.



Si *l'assureur* apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque, *l'assureur* peut résilier le *contrat* dans le même délai.

Si le *preneur d'assurance* refuse la proposition de modification du *contrat* ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, le *preneur d'assurance* n'a pas accepté cette dernière, *l'assureur* peut résilier le *contrat* dans les 15 jours. Si *l'assureur* n'a pas résilié le *contrat* ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, *l'assureur* ne peut plus se prévaloir à l'avenir des faits qui lui sont connus.

6.5.4 Que se passe-t-il si un **sinistre** survient avant que la modification ou la **résiliation** de votre **contrat** n'ait pris effet ?

Si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au *preneur d'assurance* et si un **sinistre** survient avant que la modification du *contrat* ou la **résiliation** ait pris effet, *l'assureur* doit fournir la prestation convenue.

Si l'omission ou la déclaration inexacte peut être reprochée au *preneur d'assurance* et si un **sinistre** survient avant que la modification du *contrat* ou la **résiliation** ait pris effet, *l'assureur* est tenu de fournir une prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que le *preneur d'assurance* aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque.

Toutefois, si lors d'un **sinistre**, *l'assureur* apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le **sinistre**, la prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

6.5.5 Que faut-il déclarer en cas de modification en cours de **contrat** de sa situation personnelle ?

6.5.5.1 Aggravation du risque

Le *preneur d'assurance* doit déclarer à *l'assureur*, **en cours de contrat**, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstance qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.

Lorsque, au cours de l'exécution du *contrat*, le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, *l'assureur* n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, *l'assureur* doit proposer au *preneur d'assurance*, dans le délai d'un mois à compter du jour où il a eu connaissance de l'aggravation, la modification du *contrat* avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si *l'assureur* apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, il peut résilier le *contrat* dans le même délai.

Si le *preneur d'assurance* refuse la proposition de modification ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, le *preneur d'assurance* n'accepte pas cette dernière, *l'assureur* peut résilier le *contrat* dans les 15 jours.

Si *l'assureur* n'a pas résilié le *contrat* ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus, il ne peut plus se prévaloir à l'avenir de l'aggravation du risque.

6.5.5.2 Que se passe-t-il si un **sinistre** survient avant que la modification ou la **résiliation** du **contrat** n'ait pris effet ?

Si le *preneur d'assurance* a rempli son obligation de déclaration, *l'assureur* est tenu d'effectuer la prestation convenue.

Si le *preneur d'assurance* n'a pas rempli l'obligation de déclaration :

- *l'assureur* est tenu d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut être reproché au *preneur d'assurance*, ou,
- *l'assureur* est tenu d'effectuer la prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que le *preneur d'assurance* aurait dû payer si l'aggravation avait été prise en considération lorsque le défaut de déclaration peut lui être reproché. Toutefois, si *l'assureur* apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque aggravé, la prestation en cas de **sinistre** est limitée au remboursement de la totalité des primes payées, ou,
- si le *preneur d'assurance* a agi dans une intention frauduleuse, *l'assureur* peut refuser sa garantie. Les primes échues jusqu'au moment où il a eu connaissance de la **fraude** lui sont dues à titre de dommages et intérêts.



6.5.5.3 Diminution du risque

Lorsque le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, *l'assureur* n'aurait consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, ce dernier est tenu d'accorder une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où il a eu connaissance de la diminution du risque.

Si *l'assureur* ne parvient pas à un accord avec *le preneur d'assurance* sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution que *le preneur d'assurance* a formée, *le preneur d'assurance* peut résilier le *contrat*.

6.6 Quel est le début et la durée du *contrat* ?

6.6.1 Quand est formé et prend effet le *contrat* ?

Le *contrat* est formé et entre en vigueur à la date du premier paiement des deux premières primes de référence ou dès le paiement de la prime en cas de *suspension* du *contrat*.

6.6.2 Quelle est la durée du *contrat* ?

Le *contrat* est conclu pour une durée initiale allant de la date du 1er effet du *contrat* jusqu'à la prochaine date d'échéance anniversaire. À la fin de sa durée initiale, le *contrat* est reconduit tacitement d'année en année, sauf *résiliation* par l'une ou l'autre des parties.

6.7 Quand et comment résilier le *contrat* ?

6.7.1 La *résiliation* par le *preneur d'assurance*

Le *preneur d'assurance* peut notamment résilier dans les cas suivants :

| Droit de <i>résiliation</i> | Délais de notification de la <i>résiliation</i> par le <i>preneur d'assurance</i> | | Date d'effet de la <i>résiliation</i> |
|---|---|---|---|
| Chaque année | Au moins 3 mois | avant la date d'échéance du <i>contrat</i> . | À la date d'échéance du <i>contrat</i> . |
| Après sinistre | Dans le mois | Après le paiement de l'indemnité en faveur des <i>personnes lésées</i> (sauf paiement pour les usagers faibles et victimes innocentes) | À l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> par le <i>preneur d'assurances</i> |
| En cas de modification des conditions d'assurances et de la prime sauf modification en raison de l'application (article 6.3.1) et des conditions prévues à l'article 6.15 (augmentation générale). | Dans le mois | suivant la notification de l'adaptation contractuelle par l' <i>assureur</i> | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> par le <i>preneur d'assurances</i> |
| En cas de diminution sensible et durable du risque et sans accord commun des parties sur la fixation de la nouvelle prime | Dans le mois | suivant : a. la notification par l' <i>assureur</i> de son refus de diminuer la prime b. la demande de diminution du <i>preneur d'assurance</i> sans que les parties contractantes aient pu se mettre d'accord sur la fixation de la nouvelle prime | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| En cas de résiliation par l' <i>assureur</i> | Dans le mois | suivant la notification de la <i>résiliation</i> : a. d'une ou plusieurs garanties couvertes par le <i>contrat</i> ; b. d'un autre <i>contrat</i> d'assurance du <i>preneur d'assurance</i> après <i>sinistre</i> | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> par le <i>preneur d'assurances</i> |

6.7.2 La résiliation par Foyer Assurances

Foyer Assurance peut résilier dans les cas suivants :

| Droit de <i>résiliation</i> | Délais de notification de la <i>résiliation</i> par le Foyer Assurance | | Date d'effet de la <i>résiliation</i> |
|---|--|---|--|
| Chaque <i>année</i> | Au moins 3 mois | avant la date d'échéance (date d'anniversaire de la prise d'effet du <i>contrat</i>) | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| Après la survenance d'un sinistre donnant lieu à indemnisation | Dans le mois | À compter du paiement de la première prestation liée au <i>sinistre</i> ou du refus de paiement | À l'expiration d'un délai de 3 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| Lorsque le <i>véhicule assuré</i> n'est pas conforme à la réglementation sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automoteurs et/ou lorsqu'il n'est pas ou n'est plus muni d'un certificat de visite du contrôle technique valable. | Dans le mois | À compter de la constatation de la non-conformité. | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| En cas de manquement frauduleux du preneur d'assurance et/ou de l' <i>assuré</i> et/ou du (des) <i>bénéficiaire(s)</i> aux obligations qui leur incombent en cas de <i>sinistre</i> | Dans le mois | À compter de la découverte de la <i>fraude</i> | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| En cas d' omission ou inexactitude non intentionnelle dans la description du risque lors de la conclusion du <i>contrat</i> , ou en cas d' aggravation du risque en cours de <i>contrat</i> : | | | |
| (1) si la proposition de modification du <i>contrat</i> faite au <i>preneur d'assurance</i> est refusée ou n'est pas acceptée endéans 1 mois de la notification de la proposition | Dans les 15 jours | suivant : a. le refus du <i>preneur d'assurance</i> b. l'expiration du délai de réflexion de 1 mois sans acceptation expresse de la proposition par le <i>preneur d'assurance</i> | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |
| (2) si l' <i>assureur</i> apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque | Dans le mois | À compter du jour où l' <i>assureur</i> a eu connaissance de l'omission, de l'inexactitude ou de l'aggravation du risque | À l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la <i>résiliation</i> |

En cas de manquement frauduleux : la *résiliation* nécessite le dépôt de plainte contre le *preneur d'assurance* et/ou l'*assuré* devant un juge d'instruction avec constitution de partie civile ou une citation devant la juridiction du jugement, sur la base des articles 193, 196, 197, 496 ou 510 à 520 du Code pénal. Foyer Assurances est tenue de réparer le dommage résultant de cette *résiliation* en cas de désistement de l'action ou si l'action publique a abouti à un non-lieu ou à un acquittement.

Le *preneur d'assurance* est informé que des cas de *résiliation* spécifiques peuvent intervenir, sous réserve que ces cas soient prévus par la loi.

6.7.3 Le *contrat* peut-il être résilié d'office ?

Le *contrat*, suspendu pour défaut de paiement des primes, est résilié d'office après une *suspension* continue de deux ans.

6.7.4 Comment résilier ?

La *résiliation* doit être notifiée à votre courtier ou à Foyer Assurances soit par email à l'adresse : production@assurancesfoyer.be, soit par lettre recommandée à la poste, soit par exploit d'huissier ou par remise de la lettre de *résiliation* contre récépissé.



6.8 Que se passe-t-il en cas de transfert de propriété ou de disparition du *véhicule assuré* ?

6.8.1 Transfert de propriété entre vifs sans remplacement du *véhicule assuré* (applicable également en cas de contrat de bail)

Si lors du transfert de propriété entre vifs du *véhicule assuré*, ce véhicule n'est pas remplacé dans un délai de 16 jours à compter du lendemain du transfert ou, si dans ce délai, le remplacement n'est pas déclaré, le *contrat* est suspendu à compter du lendemain de l'expiration du délai précité.

La prime reste acquise à l'*assureur* jusqu'au moment où le transfert de propriété lui est porté à notre connaissance.

Lorsque le *véhicule assuré* transféré prend part à la circulation sous la marque d'immatriculation qu'il portait avant le transfert, même illicitement, la couverture reste acquise pour ce *véhicule assuré* pendant le délai précité de 16 jours pour autant qu'aucune autre assurance ne couvre le même risque.

Foyer Assurances peut cependant exercer un *recours* conformément à l'article 5.3.1 si le dommage est occasionné par un *assuré* autre que :

- le *preneur d'assurance* ;
- toutes les personnes qui habitent sous le même toit que le *preneur d'assurance*, en ce compris ceux qui, pour les besoins de leurs études, séjournent en dehors de la résidence principale du *preneur d'assurance*.

6.8.2 Transfert de propriété entre vifs avec remplacement du *véhicule assuré* par un véhicule automoteur qui n'est pas la propriété du *preneur d'assurance* ou celle du propriétaire du véhicule automoteur transféré (applicable également en cas de contrat de bail)

Dans un tel cas, les dispositions de l'article 6.8.1 s'appliquent pour le véhicule automoteur transféré.

Pour le véhicule automoteur qui vient en remplacement, le *contrat* n'offre aucune couverture sauf accord entre les parties.

6.8.3 Transfert de propriété entre vifs avec remplacement du *véhicule assuré* par un véhicule automoteur qui est la propriété du *preneur d'assurance* ou celle du propriétaire du véhicule automoteur transféré (applicable également en cas de contrat de bail)

Dans un tel cas, la couverture reste acquise pour le véhicule automoteur transféré conformément à l'article 6.8.1, pendant un délai de 16 jours à compter du lendemain du transfert de propriété du véhicule automoteur désigné.

Cette même couverture de 16 jours est également acquise à tous les *assurés* pour le véhicule automoteur qui vient en remplacement et qui prend part à la circulation sous la marque d'immatriculation du véhicule automoteur transféré, même illicitement.

Ces couvertures sont acquises sans aucune déclaration.

En cas de déclaration du remplacement du *véhicule assuré* dans le délai de 16 jours le *contrat* subsiste aux conditions d'assurance, en ce compris le tarif en vigueur au moment du remplacement et en fonction du nouveau risque, sans préjudice des possibilités de *résiliation* pour le *preneur d'assurance* ou l'*assureur*, conformément aux articles 6.7.1 et 6.7.2.

En cas de *résiliation*, les conditions d'assurance, en ce compris la prime, qui étaient en vigueur avant le remplacement du véhicule automoteur restent applicables jusqu'à la prise d'effet de la *résiliation*.

6.8.4 Transfert de propriété du *véhicule assuré* au décès du *preneur d'assurance* (applicable également en cas de contrat de bail)

Le *contrat* subsiste conformément à l'article 6.10.

6.8.5 Vol ou détournement du *véhicule assuré*

6.8.5.1 En cas de vol ou de détournement du *véhicule assuré* sans remplacement du véhicule ou si le remplacement est par un véhicule automoteur qui n'est pas la propriété du *preneur d'assurance* :

Le *preneur d'assurance* peut demander la *suspension* du *contrat* qui prend effet au jour de la demande mais au plus tôt à l'expiration de délai de 16 jours à compter du lendemain du vol ou du détournement.

La prime reste acquise à l'*assureur* jusqu'au jour de la prise d'effet de la *suspension*.

Pour le véhicule automoteur qui vient en remplacement, le *contrat* n'offre aucune couverture sauf accord entre les parties.



6.8.5.2 En cas de vol ou de détournement du *véhicule assuré* avec remplacement par un véhicule automoteur qui est la propriété du *preneur d'assurance* :

Si avant la *suspension* du *contrat*, le *véhicule assuré* est remplacé par un véhicule automoteur qui appartient au *preneur d'assurance* ou qui appartient au propriétaire du véhicule automoteur volé ou détourné, la couverture reste acquise pour le véhicule automoteur volé ou détourné, sauf pour les dommages occasionnés par les personnes qui se sont rendues maîtres du *véhicule assuré* par vol, violence ou par suite de recel.

En cas de *résiliation* du *contrat*, cette couverture prend fin à la prise d'effet de la *résiliation* du *contrat*.

En cas de déclaration du remplacement du véhicule automoteur, le *contrat* subsiste pour le véhicule automoteur qui remplace le véhicule automoteur volé ou détourné aux conditions d'assurance, en ce compris le tarif en vigueur au moment du remplacement et en fonction du nouveau risque.

- Si le *preneur d'assurance* n'accepte pas les conditions d'assurance en ce compris la prime, il peut résilier le *contrat* conformément à l'article 6.7.1.
- Si l'*assureur* apporte la preuve que le nouveau risque présente des caractéristiques qui n'entrent pas dans ses critères d'acceptation en vigueur au moment du remplacement, il peut résilier conformément à l'article 6.7.2.

En cas de *résiliation*, les conditions, en ce compris la prime, qui étaient en vigueur avant le remplacement du véhicule automoteur restent applicables jusqu'à la prise d'effet de la *résiliation*.

6.8.6 Autres situations de disparition du *véhicule assuré*

6.8.6.1 Disparition sans remplacement du *véhicule assuré* :

Le *preneur d'assurance* peut demander de suspendre le *contrat*, la *suspension* prenant effet à la date de la déclaration.

6.8.6.2 Disparition avec remplacement par un véhicule automoteur qui n'est pas la propriété du *preneur d'assurance* :

Après la déclaration du remplacement, le *contrat* n'offre aucune couverture sauf accord entre les parties.

6.8.6.3 Disparition avec remplacement par un véhicule automoteur qui est la propriété du *preneur d'assurance* :

Après la déclaration du remplacement, la couverture n'est transférée au profit du véhicule automoteur qui vient en remplacement qu'au moment souhaité par le *preneur d'assurance*. Au même moment, la couverture du *véhicule assuré* qui est remplacé prend fin.

En cas de déclaration du remplacement du véhicule automoteur, le *contrat* subsiste pour le véhicule automoteur qui remplace le véhicule automoteur volé ou détourné aux conditions d'assurance, en ce compris le tarif en vigueur au moment du remplacement et en fonction du nouveau risque.

- Si le *preneur d'assurance* n'accepte pas les conditions d'assurance en ce compris la prime, il peut résilier le *contrat* conformément à l'article 6.7.1.
- Si l'*assureur* apporte la preuve que le nouveau risque présente des caractéristiques qui n'entrent pas dans ses critères d'acceptation en vigueur au moment du remplacement, il peut résilier conformément à l'article 6.7.2.

En cas de *résiliation*, les conditions d'assurance, en ce compris la prime, qui étaient en vigueur avant le remplacement du véhicule automoteur restent applicables jusqu'à la prise d'effet de la *résiliation*.

6.8.7 Réquisition par les autorités

En cas de réquisition en propriété ou en location du *véhicule assuré*, le *contrat* est suspendu par le seul fait de la prise de possession du véhicule par les autorités requérantes, sans préjudice de résilier le *contrat* conformément à l'article 6.7.2.

6.9 Que se passe-t-il en cas de faillite du *preneur d'assurance* ?

En cas de faillite du *preneur d'assurance*, le *contrat* subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers *Foyer Assurances* du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de faillite.

Foyer Assurances et le curateur ont néanmoins le droit de résilier le *contrat*. La *résiliation* par *Foyer Assurances* ne peut se faire au plus tôt que 3 mois après la déclaration de la faillite, et elle doit être notifiée dans le mois suivant l'expiration de ce délai. Le curateur de la faillite ne peut résilier le *contrat* que dans les 3 mois qui suivent la déclaration de la faillite.



6.10 Que se passe-t-il en cas de décès du *preneur d'assurance* ?

6.10.1 Le ou les ayants-droit du *preneur d'assurance* doit/doivent :

Informez sans délai *Foyer Assurances* du décès du *preneur d'assurance*.

6.10.2 Le ou les ayants-droit du *preneur d'assurance* peut/peuvent :

Résilier le contrat dans les 3 mois et 40 jours du décès du *preneur d'assurance*. L'ayant-droit à qui le *véhicule assuré* est attribué en pleine propriété, peut résilier le contrat dans le mois à compter du jour de cette attribution. Ce délai d'un mois ne porte pas préjudice à l'application du délai de 3 mois et 40 jours.

La *résiliation* prend effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la *résiliation*.

6.10.3 *Foyer Assurances* peut :

Résilier dans les 3 mois du jour où *Foyer Assurances* a eu connaissance du décès. La *résiliation* ayant effet à l'expiration d'un délai de 1 mois à compter du lendemain de la notification de la *résiliation*.

6.11 Les garanties du *contrat* peuvent-elles être suspendues ?

6.11.1 Les garanties du *contrat* peuvent être suspendues de plein droit :

En cas de transfert de propriété d'un *véhicule assuré*, les garanties du *contrat* sont suspendues de plein droit en ce qui concerne ce véhicule. La *suspension* prend effet à partir de minuit du jour du transfert de propriété. Le *preneur d'assurance* doit immédiatement informer *Foyer Assurance* du transfert de propriété et lui déposer en même temps le *certificat d'assurance* du *véhicule assuré*.

La prime reste acquise jusqu'à la prise d'effet de la *suspension*.

6.11.2 Les garanties du *contrat* ne peuvent pas être suspendues de manière facultative :

Aucune *suspension* facultative n'est autorisée en dehors des deux cas suivants :

- Lors d'un arrêt technique prolongé du *véhicule assuré*, justifié de manière objective par une impossibilité technique de rendre le *véhicule assuré* conforme à la circulation dans un délai supérieur ou égal à 1 mois, **ou**,
- Lors d'une incapacité physique du *preneur d'assurance* lui empêchant pendant une durée de minimum un mois de conduire le *véhicule assuré*.

Dans les deux cas, le *preneur d'assurance* est tenu de rapporter la preuve à *Foyer Assurances* que le véhicule est dans une impossibilité technique ou de son incapacité physique

6.11.3 Quels sont les effets d'une *suspension* ?

Une *suspension* entraîne certains effets : aucun *sinistre* survenu pendant la période de *suspension* des garanties d'un *véhicule assuré* ne peut engager la garantie de *Foyer Assurances*.

6.11.4 Les garanties suspendues peuvent-elles être remises en vigueur ?

Toute remise en vigueur d'une ou plusieurs garantie(s) suspendue(s) doit se faire par commun accord du *preneur d'assurance* et de *Foyer Assurances*, constaté par écrit, aux conditions et tarifs en vigueur à cette date.

6.12 Est-il possible d'avoir plusieurs *preneurs d'assurance* ?

Dans le cadre de 123go, il n'est pas possible d'avoir plusieurs *preneurs d'assurance*.

6.13 Quelles sont les règles de communication et de notification ?

6.13.1 Communications à destination de l'*assureur*

Les communications et notifications qui sont destinées à l'*assureur* doivent être faites à son adresse postale, à l'adresse électronique ou à toute personne désignée à cette fin dans le *contrat*.

6.13.2 Communications à destination du *preneur d'assurance*

En souscrivant le contrat 123go par internet, le *preneur d'assurance* accepte de recevoir toutes les communications par voie électronique, à l'adresse email renseignée lors de la souscription. Les communications lui seront envoyées uniquement à cette adresse email.



Tout changement d'adresse email est adressé dans les plus brefs délais à *l'assureur*.

Le *preneur d'assurance* est responsable de la tenue à jour d'une adresse email valide, et s'engage à la consulter régulièrement pour prendre connaissance des différentes communications et notifications de *l'assureur*.

6.14 Que faire en cas de réclamation ou de contestation ?

6.14.1 Le *preneur d'assurance* peut adresser une réclamation écrite

- soit à l'**Antenne Qualité** de Foyer Assurances respectivement Foyer Arag par mail : qualite@assurancesfoyer.be
- soit au **service Ombudsman des assurances** (Square de Meeûs 35, B-1000 Bruxelles : site web : www.ombudsman.be)
- soit à votre **courtier**.

6.14.2 Le *preneur d'assurance* peut intenter une action en justice

Dans ce cas, toute contestation sera de la compétence exclusive des tribunaux de Belgique, sans préjudice de l'application des traités ou accords internationaux.

Le contrat est régi notamment par les lois suivantes :

- La loi du 4 avril 2014 relative aux assurances
- la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs
- L'Arrêté Royal du 16 avril 2018 déterminant les conditions des contrats d'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs
- L'Arrêté Royal du 5 février 2019 remplaçant l'Annexe de l'Arrêté Royal du 16 avril 2018

6.15 Que se passe-t-il en cas de modification des tarifs ou des conditions ?

6.15.1 Modification des conditions d'assurance en *votre* faveur, de *l'assuré* ou de tout *tiers* impliqué dans l'exécution du *contrat*

L'*assureur* peut modifier les conditions d'assurance entièrement lorsque les modifications sont en faveur du *preneur d'assurance*, de *l'assuré* ou de tout *tiers* impliqué dans l'exécution du *contrat*.

6.15.2 Modification de dispositions susceptible d'avoir une influence sur la prime ou la *franchise*

La prime est évolutive en fonction du *score*. Ceci n'ouvre à aucun droit de *résiliation*.

Néanmoins, si des modifications du *contrat* entraînent une influence sur la prime ou la présence de *franchise* autre que celle prévue à l'article 6.3.1, et que cette modification n'est pas entièrement en faveur du *preneur d'assurance* ou de celle de *l'assuré*, le *preneur d'assurance* peut résilier le *contrat* conformément à l'article 6.7.1.

Si la *franchise* est modifiée conformément à une disposition claire et précise du *contrat*, le *preneur d'assurance* ne dispose pas d'un droit de *résiliation*.

6.15.3 Modification conformément à une décision législative d'une autorité

Si l'*assureur* modifie les conditions d'assurance conformément à une décision législative d'une autorité, le *preneur d'assurance* en est informé clairement.

Lorsque la modification entraîne une majoration de la prime, ou si la modification n'est pas uniforme pour toutes les compagnies d'assurance, le *preneur d'assurance* peut résilier le *contrat* conformément à l'article 6.7.1 Modalités de *résiliation* et à l'article 6.15 Modification des conditions d'assurance et de la prime.

À défaut d'une information claire, c'est la garantie la plus étendue, résultant de la législation qui est d'application et le *preneur d'assurance* peut résilier conformément à l'article 6.7.1 Modalités de *résiliation* et à l'article 6.15 Modification des conditions d'assurance et de la prime.

L'*assureur* peut résilier le *contrat* conformément aux articles 6.7.2, si l'*assureur* apporte la preuve qu'il n'aurait en aucun cas assuré le risque résultant du nouveau cadre légal.



6.15.4 Autres modifications

Si l'assureur propose d'autres modifications que celles visées aux articles 6.15.1, 6.15.2 et 6.15.3, le *preneur d'assurance* recevra une information claire.

À défaut d'une information claire le *preneur d'assurance* dispose d'un droit de *résiliation*, sans préjudice du droit à *résiliation* prévu aux articles 6.7.1 Modalités de *résiliation* et 6.15 Modification des conditions d'assurance et de la prime.

6.15.5 Mode de communication

La communication de la modification des conditions d'assurance et de la prime a lieu conformément à la législation en vigueur.

6.16 Protection des données à caractère personnel – secret professionnel – sous-traitance

6.16.1 Protection des données à caractère personnel et secret professionnel

Le traitement des **données personnelles** par *Foyer Assurances* s'effectue dans le cadre précontractuel et contractuel conformément au règlement général relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016) et à la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et mise en œuvre du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le responsable du traitement est *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* dans le cadre du mandat de gestion administrative confié pour les garanties de protection juridique. *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* collectent, enregistrent et traitent les données que le *preneur d'assurances* et si elles sont différentes la (les) personne(s) assurée (s) lui a (ont) communiquées, ainsi que celles qu'il (elles) lui communiquera(ont) ultérieurement, en vue d'apprécier les risques, de préparer, d'établir, de gérer, d'exécuter le *contrat* d'assurance, de répondre au respect des exigences réglementaires, de régler d'éventuels *sinistres* et de prévenir toute *fraude*.

Les catégories particulières de données personnelles concernant la santé sont traitées par *Foyer Assurances* dans le cadre strict de la finalité de l'article 9 paragraphe (2) g) du RGPD aux fins de la poursuite d'un intérêt public.

Les données de géolocalisation (GPS) et les données de conduite sont collectées et traitées par *Foyer Assurances* avec l'accord de la personne concernée aux fins de souscription et d'exécution contractuelle.

Ces données ne seront pas traitées à des fins de prospection commerciale. Le traitement des données à des fins de prospection commerciale se fera toujours avec l'accord de la personne concernée. Elle conserve un droit de retrait et peut s'opposer à tout moment au traitement de ses données à de telles fins non en relation avec ses produits actuels ou de marketing direct.

Le responsable du traitement est *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag*. Il peut communiquer ces données à des tierces personnes dans les cas et conformément aux modalités et conditions énoncées à l'article 300 de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances consacrant le **secret professionnel** en matière d'assurances.

Foyer Assurances peut, en sa qualité d'assureur, communiquer certaines données personnelles à d'autres assureurs, réassureurs, courtiers d'assurance ou de réassurance et autres intermédiaires et agents, avocats, experts / conseils techniques, réparateurs, médecin conseils, réviseurs, fournisseurs de service IT, partenaires commerciaux, autorités gouvernementales et de médiation situés en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Foyer Assurances peut faire appel à des entreprises spécialisées qui seront alors amenées à traiter vos données pour son compte et selon ses instructions dans le respect du Règlement de Protection des Données. Seules les données strictement nécessaires sont alors partagées avec ces **sous-traitants** dans le respect des dispositions de l'article 300 de la loi du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances.

À ce titre, le *preneur d'assurance* autorise de manière expresse *Foyer Assurances* à recourir à des services de sous-traitant qui utilisent des services cloud.

Vos données peuvent ainsi être enregistrées sur des serveurs cloud gérés par un hébergeur tiers situé en UE dans le strict respect des dispositions en matière de protection des données personnelles.

Dans l'hypothèse où des données personnelles sont transférées hors de l'UE, toutes les mesures de protection prévues par le Règlement de Protection des Données seront prévues et observées conformément à ce règlement.



Foyer Arag a mandaté *Foyer Assurances* de souscrire pour elle et en son nom les garanties précitées et lui délègue la gestion administrative des garanties définies ci-dessus, hormis la gestion des *sinistres*. À cet effet, le *preneur d'assurance* ainsi que *l'assuré* autorisent *Foyer Arag* et *Foyer Assurances* à se transmettre mutuellement toutes informations et tous documents utiles à la gestion de ces garanties. *Foyer Assurances* est habilitée à recevoir les notifications destinées à *Foyer Arag* et inversement.

Le *preneur d'assurance* dispose d'un droit d'accès, de limitation, d'effacement dans les limites légales, de rectification et de portabilité concernant ses données qu'il pourra exercer en adressant une demande écrite à l'adresse du responsable du traitement.

La durée de conservation de celles-ci est limitée à la durée du *contrat* et à la période pendant laquelle la conservation des données est nécessaire pour permettre à *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* de respecter ses obligations en fonction des délais de prescription ou d'autres obligations légales.

Comme *Foyer Arag* a mandaté *Foyer Assurances* de souscrire pour elle et en son nom les garanties DÉFENSE PÉNALE ET RECOURS CIVIL et PROTECTION JURIDIQUE, et qu'elle lui délègue la gestion administrative de ces deux garanties, hormis la gestion des *sinistres*, le *preneur d'assurance* ainsi que *l'assuré* autorisent *Foyer Arag* et *Foyer Assurances* à se transmettre mutuellement toutes données personnelles, informations et tous documents utiles à la gestion de ces garanties.

Foyer Assurances a désigné un Data Protection Officer qui peut être contacté par courrier postal à l'adresse du responsable du traitement ou par voie électronique à dataprotectionofficer@foyer.lu.

6.16.2 Sous-traitance

Lorsque la communication de données protégées par le secret professionnel en matière d'assurance intervient dans le cadre d'une **sous-traitance**, mise en place à l'initiative de *Foyer Assurances*, au sens de l'article 2bis alinéa 2 de l'article 300 de la loi modifiée du 7 décembre 2015, auprès d'un prestataire de services tiers, autres que ceux visés par cet article 300, *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* notifiera au *preneur d'assurance* l'existence de cette sous-traitance, le type de renseignements qui seront ainsi transmis et le pays d'établissement du prestataire de services. Dans l'hypothèse où ce prestataire de service ne serait pas soumis à une obligation de secret professionnel similaire à celle de *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag*, cette dernière s'engage à mettre en place un accord de confidentialité avec le prestataire pour lui imposer le respect d'une telle obligation dans le cadre de la sous-traitance concernée.

Si endéans les deux mois suivant la notification de la sous-traitance prévue ci-dessus, par courrier envoyé à la dernière adresse communiquée par le *preneur d'assurance* à *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag*, celui-ci ne s'y est pas opposé par écrit, *Foyer Assurances* considérera comme acquis son consentement. Cette notification pourra également être valablement faite lors de l'envoi de l'avis d'échéance ou de tout autre document en lien avec la vie du *contrat*. L'opposition faite par le *preneur d'assurance* devra être notifiée à *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* selon les modalités fixées à l'article 6.13. Dans le cas où l'opposition du *preneur d'assurance* serait susceptible d'avoir des conséquences sur la gestion optimale du *contrat* par *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* ou aurait un impact sur le niveau de service, *Foyer Assurances* respectivement *Foyer Arag* sera en droit de faire usage de son droit de *résiliation* annuel tel que visé à l'article 6.13.

Dans le cadre de l'exécution du *contrat*, et dans le but de permettre une exécution optimale des prestations d'assurance selon des normes de qualité élevées, *Foyer Assurances* utilise un prestataire de services situé en Croatie dans le cadre de *l'application*, ainsi que d'autres prestataires de services pour la bonne exécution du contrat : un prestataire en cas d'intervention à distance au Royaume-Uni, et *EAB* pour la garantie ASSISTANCE.

Dans ce contexte de sous-traitance, certaines informations sont mises à disposition de ces prestataires de services. Les informations transférées et/ou divulguées dans le cadre de cette sous-traitance incluent, le cas échéant, les données d'identification personnelles (exemples : nom, adresse, lieu de naissance, ...liste non exhaustive), les données relatives au *contrat* (exemples : durée de validité, option choisie...liste non exhaustive) et tout document ou information utile dans le cadre de la gestion de *sinistres* (exemples : rapport d'expertise, rapport d'intervention, assistance... liste non exhaustive). Le *preneur d'assurance* consent expressément à cette sous-traitance telle que décrite ci-dessus.

6.16.3 Informations complémentaires

Pour toute information complémentaire, consulter la page Vie privée du site www.assurancesfoyer.be ou contacter notre Data Protection Officer par courrier postal ou par voie électronique à dataprotectionofficer@foyer.lu.

7 LEXIQUE

| | |
|--|---|
| Accessoire | <p>(1) Éléments, autres que les <i>options</i>, complétant l'équipement du <i>véhicule assuré</i>, fixé sur celui-ci et autorisés par le constructeur du <i>véhicule assuré</i>. Exemples : porte-bagage, porte-vélo, coffre de toit, siège enfant, attache remorque, ...liste non exhaustive</p> <p>(2) Les câbles d'alimentation électrique destinés au rechargement du <i>véhicule assuré</i>.</p> |
| Accident | <p>Évènement soudain, fortuit, imprévisible, parfaitement identifiable dans le temps et dans l'espace ayant causé un <i>dommage corporel, matériel</i> ou immatériel.</p> <p>Pour la garantie CONDUCTEUR PROTÉGÉ, sont également considérées comme <i>accident</i> l'atteinte à l'intégrité physique due à l'inhalation de gaz ou de vapeurs, une maladie directement consécutive à un <i>accident</i> garanti et une noyade.</p> |
| Accidentel(le) | Résultant d'un <i>accident</i> . |
| Accident immobilisant | Toute collision (choc contre un corps fixe ou mobile) - versement - sortie de route - <i>incendie</i> - du <i>véhicule assuré</i> , que le <i>véhicule assuré</i> soit ou non en circulation, et ayant pour conséquence directe soit d'empêcher le <i>véhicule assuré</i> de rouler, soit de rendre sa conduite dangereuse au regard des prescriptions du code de la route. |
| Acte de terrorisme (terrorisme) | Par terrorisme, on entend une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attendant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise et faisant l'objet d'une médiatisation. |
| Application | Application 123go permettant de calculer et d'enregistrer le <i>score</i> de conduite du <i>preneur d'assurance</i> . |
| Assuré | <p>Le terme <i>assuré</i> désigne selon les cas :</p> <p>Pour les garanties RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE, BOB, INCENDIE ET RISQUES CONNEXES, VOL, BRIS DE VITRES, COLLISION AVEC UN ANIMAL :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i> ; - le propriétaire du <i>véhicule assuré</i> ; - toute personne ayant la garde du véhicule ou la qualité de <i>conducteur autorisé</i> du <i>véhicule assuré</i>. - la personne qui est civilement responsable des personnes citées ci-dessus. <p>Pour la garantie ASSISTANCE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i> nommé aux conditions particulières ; - le conducteur et les passagers du <i>véhicule assuré</i>, à l'exclusion des auto-stoppeurs. Pour être assurées, ces personnes doivent être domiciliées en Belgique. - Une personne non domiciliée en Belgique peut néanmoins être assurée si elle réside habituellement en Belgique. <p>Pour la garantie PROTECTION DU CONDUCTEUR</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>conducteur autorisé</i> du <i>véhicule assuré</i> - le conducteur désigné dans les Conditions Particulières dans tout véhicule. <p>Pour la garantie PROTECTION JURIDIQUE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i> en sa qualité de propriétaire, détenteur, conducteur ou occupant du <i>véhicule assuré</i> et en qualité de <i>conducteur autorisé</i> d'un véhicule ne lui appartenant pas ; |

| | |
|------------------------------|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i>, son <i>conjoint</i> (et leurs enfants mineurs en qualité de piéton, de cycliste ou de passager d'un moyen de transport public impliqués dans un <i>accident</i> de la circulation ; - toute personne ayant qualité de <i>conducteur autorisé</i> ou toute personne transportée à titre gratuit dans le <i>véhicule assuré</i> ; - toute personne physique qui détient un droit propre à indemnité résultant soit de l'homicide, soit de l'atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé du <i>preneur d'assurance</i>. |
| Assureur | <p>Le terme <i>assureur</i> désigne selon les cas :</p> <p><i>Foyer Assurances</i>, qui assure les garanties :</p> <ul style="list-style-type: none"> - RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE. - VOL, - INCENDIE ET RISQUES CONNEXES, - BRIS DE VITRES, - COLLISION AVEC UN ANIMAL, - ASSISTANCE, - CONDUCTEUR PROTÉGÉ, <p><i>Foyer Arag</i>, qui assure la garantie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PROTECTION JURIDIQUE. <p><i>Foyer Arag</i> a mandaté <i>Foyer Assurances</i> de souscrire pour elle et en son nom les garanties précitées et lui délègue la gestion administrative des garanties définies ci-dessus, hormis la gestion des <i>sinistres</i>. À cet effet, le <i>preneur d'assurance</i> ainsi que l'<i>assuré</i> autorisent <i>Foyer Arag</i> et <i>Foyer Assurances</i> à se transmettre mutuellement toutes informations et tous documents utiles à la gestion de ces garanties. <i>Foyer Assurances</i> est habilitée à recevoir les notifications destinées à <i>Foyer Arag</i>.</p> |
| Bagages | <p>Sont considérés comme des <i>bagages</i> les <i>effets personnels</i> de l'<i>assuré</i>.</p> <p>Ne sont pas assimilés à des bagages : planeur, bateau, marchandises commerciales, matériel scientifique, voiture, matériaux de construction, mobilier de maison, chevaux, bétail.</p> |
| Bénéficiaire | <p>Le terme <i>bénéficiaire</i> désigne pour les garanties CONDUCTEUR PROTÉGÉ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'<i>assuré</i> en cas de blessures (à l'exclusion de toute partie subrogée); - les ayants droit de l'<i>assuré</i> en cas de décès de l'<i>assuré</i> survenu dans un délai maximum de 2 ans à compter de l'<i>accident</i> (à l'exclusion de toute partie subrogée). |
| Bijou(x) | <p>(1) Alliances, bagues, colliers, broches, pendentifs, boucles d'oreilles, bracelets, boutons de manchette et piercings.</p> <p>(2) Montres.</p> |
| Catastrophe naturelle | <p>Une catastrophe naturelle est un événement brutal d'origine naturelle ayant des conséquences destructrices à grande échelle.</p> <p>Les catastrophes naturelles sont des événements de l'atmosphère ou du sol et affectant le sol à savoir les débordements d'eau, raz de marée, ouragans, assèchements et dilatations de terrain (sécheresses extrêmes), tremblements de terre, éboulements, éruptions volcaniques, glissement de terrain, effondrements de terrain.</p> <p>Les tempêtes de pluie et de neige ne sont pas considérées comme des catastrophes naturelles.</p> |
| Caution | <p>Toute somme d'argent requise à titre de garantie par une autorité administrative ou étatique dans le cadre d'une détention du <i>conducteur autorisé</i> ou de la saisie du <i>véhicule assuré</i>.</p> |
| Conducteur autorisé | <p>Toute personne autorisée par le <i>preneur d'assurance</i> ou le propriétaire à conduire le <i>véhicule assuré</i>.</p> |
| Conjoint | <p>Toute personne mariée, partenariat ou compagnon de vie résidant sous le même toit.</p> |
| Contrat | <p>Le <i>contrat</i> détermine l'ensemble des droits et obligations du <i>preneur d'assurance</i>, de l'<i>assuré</i> et de <i>Foyer Assurances</i>. Il est composé d'une proposition d'assurance (si applicable), des Conditions Générales et des Conditions Particulières. Il se base sur toutes les déclarations faites par le <i>preneur d'assurance</i> à la souscription et en cours de <i>contrat</i>.</p> |
| Déchéance | <p>Perte du droit à la prestation d'assurance en raison de l'inexécution d'une obligation déterminée imposée par le <i>contrat</i>, et à la condition que le manquement soit en relation causale avec la survenance du <i>sinistre</i>.</p> |
| Dommege corporel | <p>Atteinte physique et/ou morale subie par un être humain.</p> |



| | |
|------------------------------------|--|
| Domage matériel | Détérioration, destruction ou perte d'une chose ; atteinte à l'intégrité physique d'un animal ou sa perte. |
| Domicile | Le lieu où <i>l'assuré</i> réside habituellement en Belgique avec sa famille. Ce lieu s'étend à tout ce qui leur est privatif (habitation, jardin, parc, annexes, garages, écuries, ...). |
| EAB | EUROP ASSISTANCE (BELGIUM) S.A., BE 0457.247.904, RPM Bruxelles, société d'assurance agréée sous le code 1401 pour pratiquer les branches 01, 09, 13, 15, 16 et 18 (Assistance) par A.R. du 2.12.1996 (M.B. 21.12.1996) dont le siège social est situé Boulevard du Triomphe 172 à 1160 Bruxelles Tél: +32.2.533.78.43 Fax: +32.2.533.77.75 E-mail: help@europ-assistance.be Assiste pour la garantie « ASSISTANCE ». |
| Économiquement irréparable | Le <i>véhicule assuré</i> est économiquement irréparable lorsque le coût des réparations est supérieur à la différence entre la valeur du véhicule avant <i>sinistre</i> et sa <i>valeur de récupération</i> . |
| Effets personnels | Objets personnels à usage privé appartenant aux occupants du <i>véhicule assuré</i> et transportés à l'intérieur du <i>véhicule assuré</i> ou dans le coffre de toit. |
| Éléments vitrés | Le pare-brise, la partie vitrée ou transparente du toit, les vitres latérales, la lunette arrière. |
| Étranger | Pays autre que la Belgique dans les limites de la territorialité prévue par la garantie concernée. Pour la garantie ASSISTANCE, <i>étranger</i> vise exclusivement les pays suivants : dans les pays nommés ci-après : Allemagne - Andorre - Autriche - Belgique - Bosnie Herzégovine - Bulgarie - Chypre - Croatie - Danemark - Espagne (sauf Canaries) - Estonie - Finlande - France (sauf outre-mer) - Gibraltar - Grande-Bretagne - Grèce et Iles - Hongrie - Irlande - Italie et Iles - Lettonie - Liechtenstein - Lituanie - Luxembourg – Macédoine du Nord - Malte – Monaco - Monténégro - Norvège - Pays-Bas - Pologne - Portugal (Madère) - Roumanie - Russie (Fédération de) (partie européenne) - Serbie - St Marin - Slovaquie - Slovénie - Suède - Suisse – Tchèque (République) -Turquie (partie européenne)- Ukraine – Vatican. |
| F.A.S.T | 'Files Aanpakken door Snelle Tussenkomst' est un système d'intervention rapide sur les autoroutes en Flandre et sur certaines zones du ring de Bruxelles. Ce système a été instauré par les Autorités flamandes et la police fédérale pour sécuriser et libérer rapidement les autoroutes. Tout véhicule immobilisé sur la voie de circulation ou se trouvant sur la bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute est prise en charge par F.A.S.T et doit libérer l'autoroute le plus rapidement possible. La procédure F.A.S.T n'est pas d'application sur les parkings d'autoroutes et dans certains cas sur les aires de stationnement Seule la police peut ordonner à un dépanneur F.A.S.T. d'aller sur place et d'effectuer le dépannage. Cette règle est régie par la loi sur le code de la route article 51.5. |
| Frais de traitement médical | Les frais de traitement médicaux, pharmaceutiques et de première prothèse, rendus nécessaires par l' <i>accident</i> et effectivement payés par l' <i>assuré</i> , ainsi que les frais de transport nécessités par le traitement. |
| Foyer Arag | FOYER ARAG S.A : avec siège social à L-3372 Leudelange, 12 rue Léon Laval |
| Foyer Assurances | FOYER ASSURANCES S.A : avec siège social à L-3372 Leudelange, 12 rue Léon Laval |
| Franchise | Part du dommage laissée par convention à la charge du <i>preneur d'assurance</i> ou de l' <i>assuré</i> en cas de <i>sinistre</i> . Tout dommage inférieur au montant total des <i>franchises</i> applicables reste entièrement à la charge du <i>preneur d'assurance</i> ou de l' <i>assuré</i> ; si le dommage dépasse ce total, l'indemnité sera réduite du montant de celui-ci. |
| Fraude | Se faire remettre de manière intentionnelle une prestation d'assurance induue. |
| Garage | Toute société de commerce reconnue, en possession des permis légaux pour effectuer le gardiennage, les entretiens et les réparations des véhicules. |
| Garage agréé | Tout <i>garage</i> qui est agréé par <i>Foyer Assurances</i> comme étant un <i>garage partenaire</i> et de confiance. |



| | |
|--|--|
| Incendie | La destruction par des flammes se propageant ou susceptibles de se propager en dehors de leur domaine normal, d'objets dont la destination n'est pas, à ce moment, de brûler, ainsi que la destruction par une action de la suie sans flamme. |
| Législation sur la circulation routière | Toute norme juridique opposable relative à la circulation de véhicules automoteurs, que ce soit sur (1) un lieu privé, (2) un lieu privé ouvert au public, et (3) un lieu public. Pour la garantie PROTECTION JURIDIQUE, la législation sur la circulation routière ne comprend pas la législation relative au droit du travail, au droit du transport ainsi qu'au droit relatif à la santé et à la sécurité au travail. |
| Marchandise | Tout produit (denrées, matières premières, objets manufacturés) susceptible d'être acheté ou vendu, en gros ou au détail. |
| Ménage | Regroupement de personnes physiques dont fait partie le <i>preneur d'assurance</i> qui, unies par des liens de famille, résident habituellement dans une même demeure et y ont une vie commune. |
| Nullité | Annulation du contrat qui est censé n'avoir jamais existé. |
| Objets de collection | Rassemblement de biens formant un ensemble homogène, c'est-à-dire présentant des points communs et qui sont collectionnés pour leur valeur scientifique, artistique, documentaire ou vénale. |
| Options | Éléments et aménagements que le constructeur présente dans son catalogue en supplément du prix du modèle de base. |
| Permis de conduire valable | Tout permis de conduire délivré par les autorités compétentes et qui est valide selon la réglementation applicable. L'interdiction judiciaire de conduire, le retrait ou la suspension du permis résultant d'une décision administrative, ou l'inobservation des restrictions ou conditions inscrites sur le permis de conduire équivalent à l'absence de <i>permis de conduire valable</i> . |
| Personnes lésées | Les personnes qui ont subi un dommage donnant lieu au bénéfice de la garantie du <i>contrat</i> ainsi que leurs ayants droit. |
| Preneur d'assurance | La personne qui souscrit le <i>contrat</i> d'assurance et à laquelle incombe le paiement de la prime, ou toute personne qui lui sera substituée par accord des parties. Le <i>preneur d'assurance</i> est le conducteur désigné du <i>véhicule assuré</i> , et l'utilisateur de <i>l'application</i> . |
| Recours | Toute action récursoire que <i>Foyer Assurances</i> est en droit d'exercer à l'encontre du <i>preneur d'assurance</i> et/ou l' <i>assuré</i> , et qui porte sur toute indemnité due en principal et intérêts ainsi que tous les frais exposés y relatifs (honoraires d'avocats, experts etc.). |
| Résiliation | Cessation des effets du <i>contrat</i> ou d'une garantie. |
| Responsabilité Civile automobile | Assurance de la responsabilité civile des véhicules terrestres automoteurs. |
| Rongeur | Ordre de mammifères végétariens ou omnivores dont la dentition caractéristique est dépourvue de canines et comporte deux incisives à croissance continue, taillée en biseau et tranchantes. Sont compris dans cette catégorie les animaux faisant partie de la famille des mustélidés. |
| Score | Résultat obtenu et calculé dans <i>l'application</i> en fonction de la conduite du <i>preneur d'assurance</i> . |
| Sinistre | Tout fait dommageable susceptible de faire jouer la ou les garanties souscrites du <i>contrat</i> . |
| Surnombre | Nombre de personnes transportées supérieur au nombre de places inscrites sur la carte d'immatriculation. Le conducteur est compris dans le nombre de personnes transportées. |
| Suspension | Période pendant laquelle l' <i>assureur</i> cesse d'accorder sa garantie, alors que le <i>contrat</i> n'est ni résilié, ni frappé de <i>nullité</i> . |
| Tempête ou ouragan | Tout phénomène naturel de déchainement de vents, à condition qu'ils atteignent une vitesse de point de minimum 80 km/heure, et que cette vitesse est dûment constatée par un observatoire météorologique le plus proche de l'endroit où se trouvait le <i>véhicule assuré</i> au moment du <i>sinistre</i> , ou que le phénomène naturel a endommagé d'autres véhicules automoteurs dans un rayon de 10 km de l'endroit du <i>sinistre</i> . |
| Tiers | Toute personne physique ou morale n'ayant pas la qualité d' <i>assuré</i> . |

| | |
|--|--|
| | <p>Dans le cadre d'un <i>véhicule de remplacement temporaire</i>, ne sont pas considérés comme <i>tiers</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i> ou, lorsque le <i>preneur d'assurance</i> est une personne morale, chaque conducteur du véhicule automoteur désigné dont le nom a été communiqué à l'<i>assureur</i> ; - les personnes qui habitent sous le même toit que les personnes précitées en ce compris ceux qui, pour les besoins de leurs études, séjournent en dehors de la résidence principale du <i>preneur d'assurance</i> ; - le propriétaire ou le détenteur habituel du véhicule automoteur désigné. <p>Pour la garantie BOB, sont considérés comme <i>tiers</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le <i>preneur d'assurance</i> - les personnes désignées au conditions particulières, <p>Les personnes vivant au <i>domicile</i> du <i>preneur d'assurance</i> ne sont pas considérées comme des <i>tiers</i>.</p> |
| Tuning | Éléments d'ordre esthétique autres que les <i>options</i> et <i>accessoires</i> qui ne sont pas prévus par le constructeur du <i>véhicule assuré</i> , et pour lesquels une autorisation/homologation doit être délivrée par le contrôle technique. |
| Valeur de remplacement | Valeur du <i>véhicule assuré</i> à dire d'expert qui correspond au montant nécessaire au jour du <i>sinistre</i> pour remplacer ledit véhicule par un véhicule du même âge et de kilométrage identique, du même type, avec les mêmes <i>options</i> , <i>accessoires</i> et <i>matériel multimédia</i> , et se trouvant dans un état analogue. |
| Valeur de récupération | Valeur résiduelle du <i>véhicule assuré</i> suite au <i>sinistre</i> . |
| Véhicule assuré | <p>Le ou les véhicules désignés aux Conditions Particulières le jour où <i>Foyer Assurances</i> a accordé sa garantie, doté des <i>options</i>, des <i>accessoires</i> et qui en font partie intégrante.</p> <p>Pour la garantie RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE, font partie du <i>véhicule assuré</i> les éléments attelés lorsqu'ils sont tractés par celui-ci. En cas d'assurance de responsabilité civile portant sur une remorque seule, ne sont garantis que les dommages causés par la remorque en état non attelé.</p> <p>Pour la garantie ASSISTANCE :</p> <p>La voiture, destinée à circuler sur le sol et peut être actionnée par une force mécanique sans être liée à une voie ferrée, indépendamment du type de force motrice et de la vitesse maximale. Sont assimilés au <i>véhicule assuré</i> le <i>véhicule de remplacement temporaire</i>, et tout ce qui est attelé au véhicule automoteur précité est considéré comme en faisant partie.</p> |
| Véhicule de remplacement temporaire | Un véhicule automoteur appartenant à un <i>tiers</i> , destiné au même usage que le <i>véhicule assuré</i> et qui remplace ce dernier devenu inutilisable définitivement ou temporairement pour quelque cause que ce soit (exemples : travaux d'entretien, de réparation ou de présentation au contrôle technique.... liste non exhaustive) |